

RAPPORT ANNUEL 2017 DU DELEGATAIRE

Syndicat Mixte de Garrigues Campagne

Eau

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
	Identifier rapidement nos engagements clés
	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Gestion du document	Auteur	Date
Validation	Laurent RICHARD	30/04/2018

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2017

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau et de l'assainissement tout au long de l'année 2017.

A travers ses différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes opérationnelles se mobilisent au quotidien.

Notre Directeur de Territoire, doté d'un réel pouvoir décisionnaire et résidant au sein de votre territoire, sera le garant du service délivré et des engagements de qualité de Veolia.

Les conséquences de la loi NOTRe font évoluer de façon structurante les compétences qui relèvent des Autorités Organisatrices. Désireux de renforcer la relation de confiance qui nous lie, nous serons à vos côtés pour vous accompagner dans cette période de transition.

De même, la GEMAPI, en renforçant la maîtrise des interfaces entre petit et grand cycle de l'eau, constitue, elle aussi, un nouveau défi pour la qualité des milieux, l'attractivité des territoires et la performance des services d'eau et d'assainissement.

Co-construire, ensemble, un nouveau mode de relation entre le public et le privé, établir de nouveaux « Contrats de Service Public », alliant réactivité, transparence, performance, innovation et digitalisation favoriseront le développement de votre territoire, dont vous avez la belle responsabilité.

Nous vous remercions de faire confiance aux équipes de Veolia Eau France qui œuvrent chaque jour pour donner accès à tous à une eau de qualité 24h/24. Au plus près du terrain, elles ont à cœur de mettre la proximité, la transparence et la qualité de service au centre des missions qui leur sont confiées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems
Directeur Général Veolia Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE	7
1.1. Un dispositif à votre service	8
1.2. Présentation du contrat	11
1.3. Les chiffres clés	13
1.4. L'essentiel de l'année 2017	14
1.5. Les indicateurs réglementaires 2017	16
1.6. Autres chiffres clés de l'année 2017	17
1.7. Le prix du service public de l'eau	19
2. LES CLIENTS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION	21
2.1. Les abonnés du service	23
2.2. La satisfaction des clients	24
2.3. Données économiques	25
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	27
3.1. L'inventaire des installations	28
3.2. L'inventaire des réseaux	32
3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine	36
3.4. Gestion du patrimoine	38
4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	47
4.1. La qualité de l'eau	48
4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau	51
4.3. La maintenance du patrimoine	59
4.4. L'efficacité environnementale	67
4.5. Actions pédagogiques	70
5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	73
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	74
5.2. Situation des biens	75
5.3. Les investissements et le renouvellement	76
5.4. Les engagements à incidence financière	77
6. ANNEXES	81
6.1. La facture 120 m ³	82
6.2. Les données clientèles par commune	83
6.3. Le synoptique du réseau	86
6.4. La qualité de l'eau	87
6.5. Le bilan énergétique du patrimoine	89
6.6. Annexes financières	91
6.7. Reconnaissance et certification de service	99
6.8. Actualité réglementaire 2017	101
6.9. Glossaire	108
6.10. Autres annexes	114



1. L'essentiel de l'année

1.1. Un dispositif à votre service

TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h au nouveau numéro du Centre Service Clients :



Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 805 808 809** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

VOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE EST ACCESSIBLE :

- 💧 www.eau-services.com
 - 💧 sur votre smartphone via nos applications iOS et Android
-



Le Territoire Hérault à votre service

NOTRE ÉQUIPE

MANAGERS DE SERVICE LOCAL



ROMAIN ASCIONE
Directeur de Territoire



LAURENT RICHARD
Est Hérault
laurent.richard@veolia.com
06 07 72 82 75



BERTRAND CHEMINADE
Ouest Hérault
bertrand.cheminade@veolia.com
06 24 10 55 07



STÉPHANE LEFEBVRE
Responsable
des Opérations



CÉDRIC FRICOU
Usines Maera
cedric.fricou@veolia.com
06 08 22 88 85



JEAN-CHRISTOPHE OURNAC
Hydrocurage Hérault
& réseau collecte Maera
jean-christophe.ournac@veolia.com
06 20 34 41 34



JÉRÔME QUEMENER
Responsable
Consommateurs



FABRICE MARQUES
Performance réseaux et travaux
fabrice.marques@veolia.com
06 76 73 21 67

EAU

Le Territoire Hérault à votre service

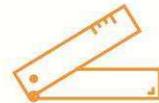
CHIFFRES CLÉS



34 DSP
collectivités et industriels,
et **14 marchés**
eau potable et/ou assainissement,
et **20 marchés**
de prestations de services.



55 600
abonnés
desservis en eau potable
90 000
usagers
raccordés en assainissement



1 420 km
de réseau de collecte
des eaux usées
1 287 km
de réseau de distribution
d'eau potable

+



100%
de nos activités certifiées
ISO 9001, 14 001 et 50 001



15 installations
de production
d'eau potable



95 agents
à votre service



10 usines
de dépollution

EAU

1.2. Présentation du contrat

Données clés

◆ Déléataire	RUAS S.A.
◆ Périmètre du service	ASSAS, BAILLARGUES, BEAULIEU, BOISSERON, BUZIGNARGUES, CAMPAGNE, CASTELNAU LE LEZ, CASTRIES, CLAPIERS, FONTANES, GALARGUES, GARRIGUES, GUZARGUES, MONTAUD, RESTINCLIERES, SAINT BAUZILLE DE MONTMEL, SAINT DREZERY, SAINT GENIES DES MOURGUES, SAINT HILAIRE DE BEAUVOIR, SAINT JEAN DE CORNIES, SAINT VINCENT DE BARBEYRARGUES, SAINTE CROIX DE QUINTILLARGUES, SAUSSINES, TEYRAN
◆ Numéro du contrat	JA065
◆ Nature du contrat	Affermage
◆ Date de début du contrat	01/01/2010
◆ Date de fin du contrat	31/12/2021

💧 Les engagements vis-à-vis des tiers

En tant que délégataire du service, RUAS S.A. assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
achat	SIAEP Pic Saint Loup	Achat d'eau en gros au SIAEP du Pic Saint Loup
vente	Montpellier Méditerranée Métropole	Vente d'eau potable à Montpellier Méditerranée Métropole
vente	Prades-le-Lez	Vente d'eau potable à Prades Le Lez
vente	SMEA PIC ST LOUP	Vente en gros d'eau potable au SMEA par le SMGC

💧 Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	17/03/2014	- Prise en charge du nouvel ouvrage de production de Fontbonne-Mougères, - Retrait du périmètre affermé du site de production de Fontbonne-Sud, - Clarification de certains articles du contrat initial, - Le réseau télélevé n'est plus un bien de retour (répéteurs et concentrateurs) qui restent désormais propriété de Veolia Eau

1.3. Les chiffres clés

Syndicat Mixte de Garrigues Campagne

Chiffres clés



62 042

Nombre d'habitants desservis



25 273

Nombre d'abonnés
(clients)



6

Nombre d'installations de
production



35

Nombre de réservoirs



712

Longueur de réseau
(km)



100,0

Taux de conformité
microbiologique (%)



77,7

Rendement de réseau (%)



181

Consommation moyenne (l/hab/j)

1.4. L'essentiel de l'année 2017

1.4.1. PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

Service

Lors de l'exercice 2017, nous constatons une augmentation significative des volumes ainsi que du nombre d'abonnés: +6,6% pour les volumes produits, +7,6% pour les volumes comptabilisés, et +8,4% pour le nombre de clients.

Le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne a ainsi franchi la barre des 25 000 abonnés et compte désormais 25 273 usagers bénéficiant du service. Ces augmentations proviennent en majeure partie de la réalisation et de la finalisation de nombreuses opérations d'aménagement: ZAC du Caylus, et ZAC du Mas de Rochet à Castelnau-le-Lez ; ZAC des Saurèdes et PRAE Via Domitia à Castries ; ZAC des Plans à Restinclières ; ZAC du Renard à Beaulieu ; ZAC des Mazes à St Drézéry ; et de nombreux lotissements de plus ou moins grande envergure sur l'ensemble du territoire.

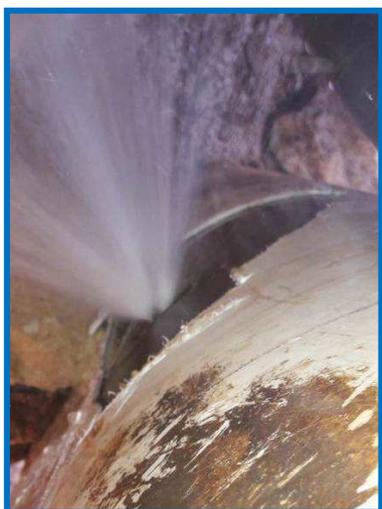
Par ailleurs, la politique systématique d'individualisation menée par le Syndicat a permis d'augmenter le nombre d'abonnés. Le déficit pluviométrique observé en 2017 a contribué à augmenter les volumes prélevés et consommés.

En complément, l'analyse fine des données issues de la sectorisation et de l'exploitation du réseau d'eau potable a permis de cibler de façon plus précise les renouvellements, et donc les investissements à réaliser, en particulier sur les canalisations structurantes du Syndicat. Il permet également d'accroître la réactivité de traitement des fuites lorsqu'elles sont repérées par nos équipes.

Tous ces éléments ont participé à l'amélioration du rendement de réseau. On constate ainsi la poursuite de son évolution (+0,8%), celui-ci atteint désormais le taux de **77,7%**.



Valorisation



129 fuites sur canalisations et branchements ont été trouvées et réparées en 2017.

En parallèle, 364 branchements (plomb et hors plomb) ont été renouvelés, et 1326 ml de canalisations ont fait l'objet d'un renforcement ou d'un renouvellement par la Collectivité.

Les fuites sur branchements restent majoritaires, cependant les fuites sur le réseau d'adduction génèrent des volumes de pertes importants qui peuvent influencer sur le taux de rendement de façon significative.

Trois fuites majeures ont été mises en évidence en 2017 sur les réseaux d'adduction: la première est survenue en octobre sur le feeder de Fontbonne en DN300mm dans la colline de la Pène entre la reprise du Bas Service de Fontbonne et le réservoir du Haut Service; la deuxième, début décembre, au niveau du croisement entre le route de Castries et le chemin du Mas de Peret sur la commune d'Assas sur une canalisation en DN150mm; et la dernière mi-décembre, sur le réseau feeder en DN600mm acier entre le pompage de Fontmagne et la reprise de Malrives, non loin du camping de Fondespierre. Ces réseaux, pour certains vieillissants, sont fortement sollicités en période de fortes consommations, ou lors de variations importantes de leur environnement, et leurs ruptures soudaines ont conduit à des pertes significatives de volume d'eau ainsi qu'à une perturbation ponctuelle de la circulation des véhicules.

La continuité du service des communes desservies en amont et en aval a cependant pu être assurée grâce à la réactivité des équipes locales d'exploitation du réseau.

Responsabilité

En 2017, ce sont près de 255 000 m³ qui ont fait l'objet d'une vente d'eau au SMEA grâce à l'interconnexion mise en service depuis 2014. Il s'agit de la 3^{ème} année complète de volumes vendus à cette Collectivité.

Les faibles précipitations enregistrées au cours de l'exercice, ainsi que les fuites sur les canalisations d'adduction nous ont contraint à plusieurs reprises à modifier de façon ponctuelle la configuration d'alimentation du réseau, en particulier lors de l'arrêt du pompage de Fontmagne afin de permettre les investigations nécessaires ainsi que la réparation du tronçon déficient.

Des travaux importants ont été réalisés sur les ouvrages du territoire du Syndicat afin de répondre et d'anticiper aux besoins actuels et futurs.

Ainsi, les travaux de construction du réservoir du Caylus à Castelnau-le-Lez ont été finalisés (photo ci-contre), la seconde cuve de stockage ainsi que les surpresseurs aux Mourguettes à St Geniès-des-Mourgues ont été mis en service, les études préliminaires à la construction d'une usine de potabilisation ont été initiées, et celles pour l'augmentation de la capacité de stockage sur la commune de Clapiers ont été réalisées. La capacité totale des réservoirs est désormais de 34 450 m³.



1.5. Les indicateurs réglementaires 2017

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2017
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	62 042
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m ³ TTC	Délégataire	1,77 Euro/m ³
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j

INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2017
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	100,0 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	96,5 %
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	110
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	77,7 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	8,31 m ³ /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	7,83 m ³ /jour/km
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	0,29 %
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	68 %
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	13
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	977
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	1,46 u/1000 abonnés
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100,00 %
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	0,57 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,47 u/1000 abonnés

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.6. Autres chiffres clés de l'année 2017

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION	PRODUCTEUR	VALEUR 2017
Volume prélevé	Délegataire	5 962 200 m ³
Volume produit	Délegataire	5 962 200 m ³
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délegataire	6 303 m ³
Volume mis en distribution (m ³)	Délegataire	5 713 838 m ³
Volume de service du réseau	Délegataire	45 550 m ³
Volume consommé autorisé année entière	Délegataire	4 385 326 m ³
Nombre de fuites réparées	Délegataire	395
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	PRODUCTEUR	VALEUR 2017
Nombre d'installations de production	Délegataire	6
Capacité totale de production	Délegataire	47 904 m ³ /j
Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délegataire	35
Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délegataire	32 450 m ³
Longueur de réseau	Délegataire	712 km
Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	465 km
Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délegataire	0 ml
Nombre de branchements	Délegataire	22 080
Nombre de branchements en plomb	Délegataire	0
Nombre de branchements en plomb supprimés	Délegataire	93
Nombre de branchements neufs	Délegataire	464
Nombre de compteurs	Délegataire	26 076
Nombre de compteurs remplacés	Délegataire	229
LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION D'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2017
Nombre de communes	Délegataire	24
Nombre total d'abonnés (clients)	Délegataire	25 273
- Abonnés domestiques	Délegataire	25 257
- Abonnés non domestiques	Délegataire	12
- Abonnés autres services d'eau potable	Délegataire	4
Volume vendu	Délegataire	4 559 065 m ³
- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délegataire	4 205 769 m ³
- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délegataire	98 631 m ³
- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délegataire	254 665 m ³
Consommation moyenne	Délegataire	181 l/hab/j
Consommation individuelle unitaire	Délegataire	160 m ³ /abo/an

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CLIENTS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2017
Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	83 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement	Délégataire	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2017
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	PRODUCTEUR	VALEUR 2017
Energie relevée consommée	Délégataire	6 576 528 kWh

1.7. Le prix du service public de l'eau

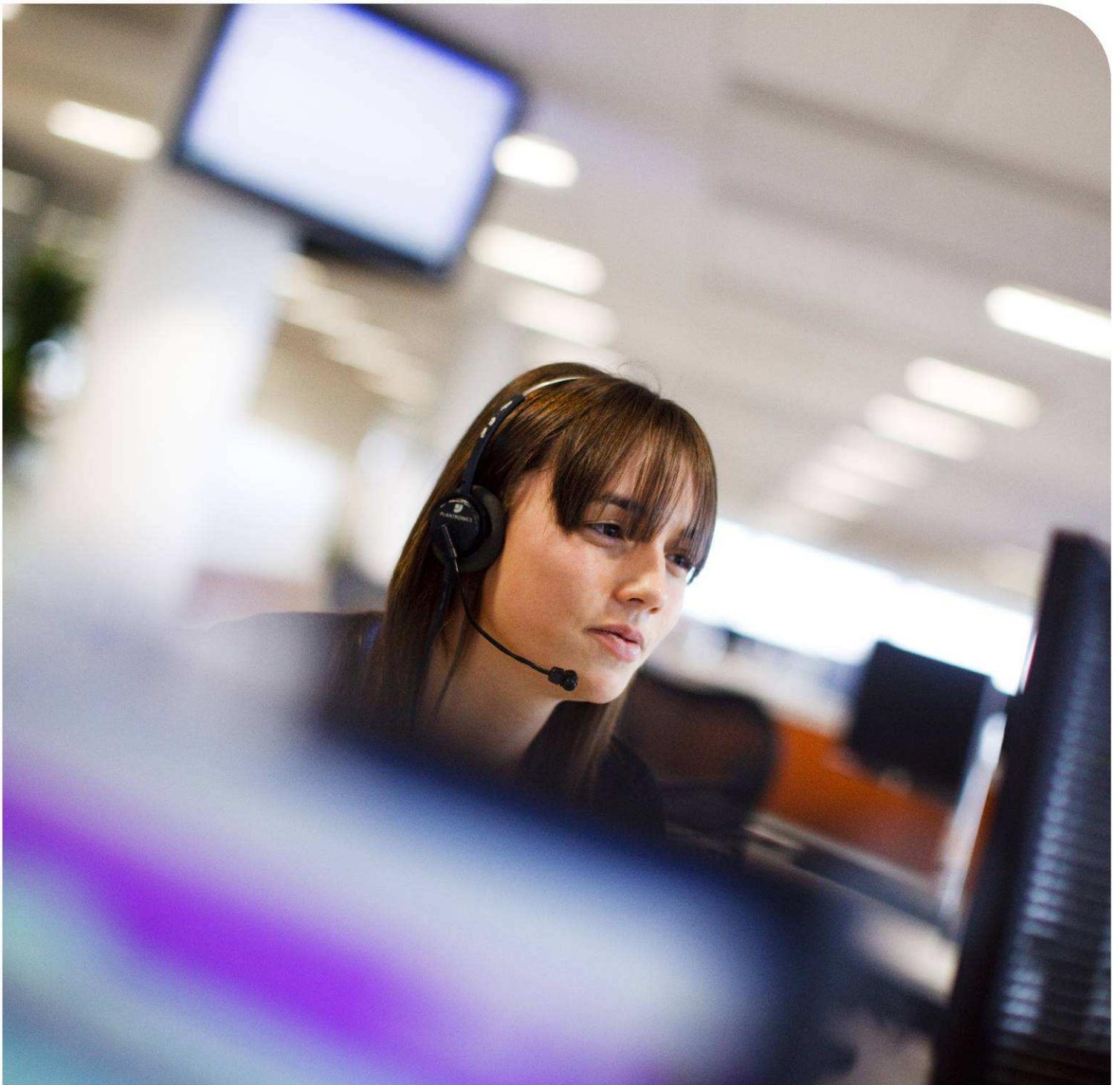
LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Elle représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de TEYRAN, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ **[D102.0]** pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1^{er} janvier, est la suivante :

TEYRAN Prix du service de l'eau potable	Volume	Montant Au 01/01/2017	Montant Au 01/01/2018	N/N-1
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	120	1,76	1,77	0,57%

Les factures type sont présentées en annexe.



2. Les clients de votre service et leur consommation

2.1. Les abonnés du service

→ *Le nombre d'abonnés*

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2016	2017	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	23 310	25 273	8,4%
domestiques ou assimilés	23 294	25 257	8,5%
autres que domestiques	11	12	9.1 %
autres services d'eau potable	5	4	-20,0%

→ *Les principaux indicateurs de la gestion clientèle*

	2016	2017	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	4 036	5 349	32,5%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	2 222	3 652	64,4%
Taux de clients mensualisés	30,4 %	35,0 %	15,1%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	21,2 %	20,2 %	-4,7%
Taux de mutation	9,7 %	14,7 %	51,5%

Les données clientèle par commune sont disponibles en annexe.

2.2. La satisfaction des clients

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons est au cœur de l'action quotidienne de Veolia. Recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services est donc essentiel.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ◆ la qualité de l'eau
- ◆ la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- ◆ la qualité de l'information adressée aux abonnés

Les résultats représentatifs de la région dont dépend votre service en décembre 2017 sont :

	2016	2017	N/N-1
Satisfaction globale	87	83	-4
La continuité de service	93	95	+2
La qualité de l'eau distribuée	79	80	+1
Le niveau de prix facturé	54	52	-2
La qualité du service client offert aux abonnés	83	76	-7
Le traitement des nouveaux abonnements	86	88	+2
L'information délivrée aux abonnés	74	67	-7



Composition de votre eau !

Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque abonné peut demander la composition de son eau.



→ Les engagements de service de Veolia

La Charte Veolia formalise les engagements dont bénéficient les consommateurs du territoire. Elle témoigne de la mobilisation de tous en d'un service public de qualité.

2.3. Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2017 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2016	2017
Taux d'impayés	0,31 %	0,57 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	23 075	41 677
Montant facturé N - 1 en € TTC	7 557 875	7 302 106

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont désormais interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation (alors que les fermetures pour impayés restent par exemple légales en dehors de la trêve hivernale dans le domaine de l'énergie). Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ *Les interruptions non-programmées du service public de l'eau*

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des clients.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [P151.1] est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information aux clients au moins 24h avant. En 2017, ce taux pour votre service est de 1,46/ 1000 abonnés.

	2016	2017
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	1,37	1,46
Nombre d'interruptions de service	32	37
Nombre d'abonnés (clients)	23 310	25 273

→ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]*

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ◆ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau
- ◆ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau
- ◆ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental

En 2017, le montant des abandons de créance s'élevait à 977.34 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2016	2017
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	7	13
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	390,98	977,34
Volume vendu selon le décret (m3)	4 267 632	4 559 065

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2016	2017
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	144	157



3. Le patrimoine de votre Service

3.1. L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
Pompage de Bérange	9 600	150
Pompage de Fontmagne	9 600	0
Pompage de la Crouzette	15 960	0
Pompage de Mougères	7 200	0
Pompage des Candinières	4 344	0
Pompage du Peillou	1 200	200
Capacité totale	47 904	350



Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Assas - Le Raoulet	1 300
Bâche Bérange	120
Baillargues	2 000
Beaulieu	150
Boisseron - Planchenault	600
Buzignargues	500
Campagne	150
Castelnau-Le-Lez - Le Caylus	1 500
Castelnau-Le-Lez 1	4 000
Castelnau-Le-Lez 2	2 500
Castelnau-Le-Lez 3	600
Castries 1	1 000
Castries 2	600
Clapiers - Tour	200
Clapiers - La ZAC	1 000
Clapiers - Las Courejas	1 300
Fontanès - Ste Croix de Quintillargues	500
Fontbonne Bas Service	800
Fontbonne Haut Service	2 500
Galargues	250
Garrigues	150
Guzargues	500
Malrives	1 750
Montaud - Montlaur	250
Pierre Plantée	3 000
Restinclières	150
Saussines	200
St Bauzille-de-Montmel	580
St Drézéry - Le Miradou	250
St Geniès des Mourgues 1 - Mourguettes	1 000
St Geniès des Mourgues 2 - Tour	250
St Hilaire-de-Beauvoir	150
St Jean-de-Cornies	150
Teyran - Plan Redon	2 300
Teyran - Village	200
Capacité totale	32 450

Avec la construction du réservoir du Caylus à Castenau-le-Lez (1 500 m³), et le doublement de la capacité du site des Mourguettes à St Geniès-des-Mourgues (500 m³), la capacité totale des réservoirs a évolué de 2 000 m³ en 2017.

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)
Reprise de Bérange	200
Reprise de Castries	160
Reprise du Peillou	65
Reprise Fontbonne BS vers HS	320
Reprise La Gardie	320
Reprise Malrives	510
Reprise Pierre Plantée	150
Surpresseur St Hilaire-de-Beauvoir	12
Surpresseur Assas	16
Surpresseur de Saint Geniès-des-Mourgues	15
Surpresseur Montaud	60
Surpresseur Planchenault	16
Surpresseur St Jean-de-Cornies	67

→ Propositions d'amélioration

1. **Sécurisation des sites** : mise en place de dispositifs de double protection d'accès à l'eau, y compris contrôle par lecteur de badge pour les réservoirs occupés par des opérateurs téléphoniques.
2. **En cas de coupure électrique** : mise en place d'un inverseur de sources et d'un coffret de branchement rapide pour groupe électrogène sur l'ensemble des sites de production ainsi que les ouvrages de reprise.
3. **Surveillance du DN500mm + protection de la future alimentation de Sussargues** : Mise en place d'un capteur de pression et d'une alarme « pression basse » sur la canalisation d'adduction entre la reprise de la Pierre Plantée et Fontbonne Sud afin de prévenir de tout manque d'eau sur cette alimentation.
4. **Arrêt des lignes pilote de type RTC en 2019** : modernisation des transmissions des communications intersites via les télé-surveillances en place (changement des cartes de dialogue, et nouveaux paramétrages)
5. **Fontanès / Sainte Croix-de-Quintillargues – Réservoir semi-enterré** : Réfection du chemin d'accès au réservoir (accès impossible en véhicule léger)
6. **Guzargues – Réservoir semi-enterré** : Réfection du chemin d'accès (dégradations naturelles)
7. **Baillargues – Réservoir semi-enterré** : Ragréage de l'intérieur de la chambre de vannes + réfection du génie civil (poutres et acrotère cuve sud) + renforcement de la clôture existante (hauteur)
8. **Castelnau-le-Lez – Pompage de la Crouzette** : Travaux de canalisations pour mise en décharge de chaque forage en cas de pollution de la nappe (demande de l'ARS) + remise en peinture et rafraîchissement du local électrique
9. **Castelnau-le-Lez – La Gardie – Réservoirs jumelés (2 500 m3)** : Réfection du génie civil suite à vieillissement du béton et apparition de fissures prononcées sur les ouvrages.
10. **Castelnau-le-Lez – La Gardie – Réservoir de 4 000 m3** : Réfection de l'étanchéité de la cuve

11. **Galargues – Réservoir sur tour** : Mise en place d'une clôture pour sécuriser l'accès au site
12. **Montaud – Surpresseur de Montlaur** : Remise en état de l'intérieur du local + réfection de l'isolation suite à humidité et moisissures
13. **Restinclières – Réservoir sur tour** : Confection d'un exutoire pour la canalisation de vidange. Lors des opérations de nettoyage, l'eau s'écoule sur la route et dans le terrain des riverains.
14. **Saint Geniès-des-Mourgues – Pompage du Bérange** : Confection d'une dalle béton + accès pour livraison / manutention des bouteilles de chlore gazeux.
15. **Saussines – Réservoir sur tour** : Suppression du réservoir (cohabitation avec les services techniques + pression faible en centre-ville) et passage sur une distribution gravitaire de Saussines par le site de stockage de Planchenault.

3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ◆ des réseaux de distribution,
- ◆ des équipements du réseau,
- ◆ des branchements en domaine public,
- ◆ des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage

	2016	2017	N/N-1
Canalisations			
Longueur totale du réseau (km)	705,7	711,6	0,8%
Longueur d'adduction (ml)	115 324	115 300	-0,0%
Longueur de distribution (ml)	590 423	596 325	1,0%
<i>dont canalisations</i>	460 727	464 895	0,9%
<i>dont branchements</i>	129 696	131 430	1,3%
Equipements			
Nombre d'appareils publics (*)	5 154	5 281	2,5%
<i>dont poteaux d'incendie</i>	1 036	1 049	1,3%
<i>dont bornes monétiques</i>	0	3	300,0%
<i>dont vannes de sectionnement</i>	3 280	3 365	2,6%
<i>dont vidanges</i>	237	242	2,1%
<i>dont ventouses</i>	590	610	3,4%
<i>dont réducteurs de pression</i>	11	12	9,1%
Branchements			
Nombre de branchements	21 616	22 080	2,1%

	2016	2017	N/N-1
Compteurs			
Nombre de compteurs	23 780	26 076	9,7%

(*) le cas échéant propriété des communes membres de la Collectivité

	Canalisation d'adduction (ml)	Canalisation distribution (ml)	Total (ml)
Longueur totale tous DN (ml)	115 300	464 895	580 195
DN 25 (mm)		50	50
DN 30 (mm)		821	821
DN 40 (mm)	211	440	651
DN 50 (mm)		2 227	2 227
DN 60 (mm)		77 427	77 427
DN 80 (mm)	357	10 053	10 410
DN 90 (mm)		404	404
DN 100 (mm)	471	113 177	113 648
DN 110 (mm)	6	95	101
DN 125 (mm)	4 550	11 255	15 805
DN 150 (mm)	22 512	172 947	195 459
DN 160 (mm)		510	510
DN 175 (mm)		38	38
DN 200 (mm)	11 627	55 641	67 268
DN 250 (mm)	30 959	15 834	46 793
DN 300 (mm)	13 907	1 460	15 367
DN 350 (mm)	2 664	1 557	4 221
DN 400 (mm)	7 960	61	8 021
DN 450 (mm)	1 705		1 705
DN 500 (mm)	14 116		14 116
DN 600 (mm)	4 062		4 062
DN indéterminé (mm)	193	898	1 091

Un synoptique des réseaux de distribution et d'adduction est disponible en annexe.

→ Propositions d'amélioration

La liste des renouvellements ci-après a été transmise fin 2017, dans le cadre de la construction budgétaire du programme travaux 2018 du Syndicat.

Ces propositions ont été faites en fonction des programmes voirie connus le jour de leur édition, et des problèmes liés à l'exploitation (vétusté, récurrence d'intervention, fuites, doubles réseaux, etc...).

1. **Assas – Chemin du Mas de Peret** : Renouvellement et renforcement PVC DN 50mm en DN 100mm suite à de nombreuses fuites (550ml).
2. **Beaulieu – Croisement du Peillou** : Renouvellement fonte grise DN250mm + DN200mm entre Beaulieu et le croisement du chemin d'accès au pompage du Peillou (2 900ml).
3. **Baillargues – Route Impériale** : Renforcement fonte DN 60/80mm en DN 150mm (540ml) car fuites et projet immobilier.
4. **Baillargues – Rue de la Villette** : Renforcement fonte DN 60mm en DN 150mm (420ml). Nombreuses fuites + renforcement pour défense incendie du secteur.
5. **Baillargues – Rue François Perroux** : Raccourcissement du tracé de la canalisation en DN200mm pour déplacement PI en domaine public
6. **Baillargues – Boulevard de Massane** : Sécurisation de l'alimentation du domaine de Massane (Golf, lotissements), la zone est en attente actuellement, et alimentée par une canalisation en DN250mm fonte.
7. **Buzignargues – rue des Candinières** : Mise en place de tampons articulés assistés sur l'ouvrage abritant le réducteur de pression et le débitmètre de la canalisation d'adduction de Fontbonne Haut Service en DN300mm.
8. **Campagne – Allée du nouveau monde - Alimentation du réservoir sur tour**: abandon des anciens réseaux fuyards (400ml de DN150mm) et pose d'un nouveau réseau DN150mm (250ml) (NB: la cave coopérative est actuellement alimentée sur le réseau feeder en aval du raccordement)
9. **Castelnau le Lez – Allée des Mésanges** : 150ml de Fonte DN 100mm à déplacer en domaine public.
10. **Castelnau le Lez – Rue du Prado / Chemin du Lez** : Renouvellement Fonte en DN100 suite à de nombreuses fuites (500ml).
11. **Castelnau le Lez – Chemin de Substantion** : Renforcement fonte DN 80mm en DN 150mm (470ml) car nombreuses fuites.
12. **Castelnau le Lez – Chemin St Nicolas / Ch des Sapins** : Renforcement fonte DN 60mm en DN 100 ou 150mm (480ml) car nombreuses fuites + renforcement pour défense incendie du secteur.
13. **Castelnau-le-Lez – Avenue du Devois** : Dévoiement de la canalisation située en domaine privé
14. **Castries – Avenue de Sommières** : Suppression Fonte DN 60mm sur trottoir suite à de nombreuses fuites (180ml) + mutation des branchements.
15. **Castries – Rue des Ecoles / Avenue de la Gare** : Suppression doubles réseaux, Fonte DN 100mm rue des Ecoles (120ml) + Fonte DN 60/80mm avenue de la Gare (250ml) + mutation des branchements.
16. **Castries – Rue Alphonse Daudet / Impasse de la Réserve** : Renouvellement et renforcement fonte DN 60mm suite à de nombreuses fuites (220ml).
17. **Castries / Teyran / Assas** – Tronçon Malrives > rond-point du lien : Renouvellement fonte grise DN250mm entre la reprise de Malrives et le pont du lien suite à de nombreuses fuites (2 400 ml) + pertes en eau importantes.
18. **Clapiers – Rue des Rayons d'Oc** : Dévoiement de la canalisation située en domaine privé
19. **Fontanès – Chemin du Mas de Laroque** : Renouvellement et renforcement Fonte DN 60mm suite à de nombreuses fuites (1 200ml).
20. **Galargues – RD1** : Aménagement de l'interconnexion entre le réseau de distribution de Galargues et celui de Buzignargues, création chambre de comptage avec réducteur de pression.

21. **Restinclières – chemin du Thym** : Maillage entre les 2 canalisations en DN150mm (30ml) dans cette rue afin d'améliorer la circulation de l'eau et de contribuer à son renouvellement.
22. **Sainte Croix-de-Quintillargues – Avenue d'Assas** : Renforcement DN60mm fonte sur 80 ml pour suppression du multi-diamètre + maillage DN150mm fonte (103 ml) pour améliorer la circulation de l'eau
23. **Saint Bauzille-de-Montmel – Route de St Mathieu de Trévières (RD1)** : Renouvellement et renforcement fonte DN 60mm suite à de nombreuses fuites (environ 2 000ml).
24. **Saint Geniès-des-Mourgues - Avenue de Montpellier** : Suppression du DN80 fonte car double réseau, et mutation des branchements sur le réseau BS.



3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

Canalisations	2016	2017
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	460 727	464 895

3.3.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice [P103.2] pour l'année 2017 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2016	2017
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	107	110

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Barème	Valeur ICGPR
Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
Existence d'un plan des réseaux	10	10
Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)		
Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	12
Total Parties A et B	45	42
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)		
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	3
Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
Localisation des autres interventions	10	10
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
Total:	120	110

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2017 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

En conséquence, le service dispose du descriptif détaillé tel qu'exigé par le décret du 27 janvier 2012. Toutefois, un plan d'action pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Ce plan d'action visera à compléter l'inventaire des canalisations par des informations relatives à leur date de pose (à défaut, leur période de pose) et/ou à leur matériau et diamètre. Les modalités d'accès aux informations complémentaires à recueillir, ou la confirmation de celles partiellement disponibles mais sujettes à de fortes incertitudes, seront à définir selon l'historique des informations dont dispose vos services. A titre d'exemple, la période de pose des canalisations peut être indirectement identifiée par le biais des phases successives d'urbanisation du territoire.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4. Gestion du patrimoine

3.4.1. LES RENOUELEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

Lieu ou ouvrage	Description
Station de pompage de Fontmagne Sud	Renouvellement du débitmètre d'exhaure DN250mm
Station de pompage de Candinières	Renouvellement du débitmètre d'exhaure DN100mm
Station de pompage du Peillou	Renouvellement du débitmètre d'exhaure DN150mm
Réservoir du Miradou – St Drézéry	Renouvellement de la vanne de régulation hydro-altimétrique



→ Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1^{er} décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2016	2017	N/N-1
Nombre de compteurs	23 780	26 076	9,7%
Nombre de compteurs remplacés	136	229	68,4%
Taux de compteurs remplacés	0,6	0,9	50,0%

Par ailleurs, 1 656 émetteurs de radio-relève des compteurs ont également été remplacés.

Les compteurs renouvelés au cours de l'exercice sont ceux ayant fait l'objet de fuites, de défaut de comptage ou éventuellement détériorés par le gel.

→ **Les réseaux**

Les travaux de renouvellement de réseau réalisés dans l'exercice par le délégataire sont résumés dans les tableaux ci-dessous :

Renouvellement des équipements de réseau	2016	2017	N/N-1
Nombre de vannes remplacées	15	2	-86,7%
Nombre de ventouses remplacées	18	0	-100,0%
Nombre de tampons de regard remplacés	2	2	100,0%
Nombre de regards remplacés	3	1	-66,7%
Nombre de BAC remplacés	2	3	50,0%

Commune	Voie	Adresse	Type	DN (mm)	Date
Buzignargues	chemin	Forestier de Fontbonne	Tampon	800	09/01/2017
Castries	rue du	Cantonat	Regard compteur	1	21/04/2017
Castries	rue de la	Tramontane	Vanne	60	23/05/2017
Galargues		Fontbonne Bas Service	Regard	1	18/08/2017
Castelnau-le-Lez	chemin de l'	Hirondelle	BAC	1	21/09/2017
Clapiers	rue	Pierre Mendès France	BAC	1	29/08/2017
St Geniès-des-Mourgues	avenue de	Beaulieu	Vanne	150	13/11/2017
Castelnau-le-Lez	rue du	Prado	BAC	1	10/11/2017



*BAC = Bouche A Clé = dispositif permettant la manœuvre d'une vanne sur une canalisation enterrée

→ **Les branchements**

Renouvellement des branchements plomb	2016	2017	N/N-1
Nombre de branchements	21 616	22 080	2,1%
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	93	0	-100,0%
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i>	0,4%	0,0%	-100,0%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	102	93	-8,8%
<i>% de branchements plomb supprimés</i>	52,3%	100,0%	91,2%

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(**) par le Délégué et par la Collectivité



En 2017, 93 branchements en plomb ont été renouvelés en PEHD (PolyEthylène Haute Densité) par le Syndicat, ce qui a permis de renouveler la totalité des branchements recensés restants sur les 24 communes du territoire affermé.

Dans le cadre contractuel, VEOLIA Eau réalise des opérations de renouvellement de branchements hors plomb.

Renouvellement des branchements hors plomb	2016	2017	N/N-1
Nombre de branchements	21 616	22 080	2,1%
Branchements hors plomb renouvelés pendant l'année	178	154	-13,5%
<i>% de branchements hors plomb supprimés</i>	0,82%	0,70%	-14,6%

Ces opérations de renouvellement sont majoritairement couplées avec le renouvellement des branchements en plomb ainsi que les programmes voirie des Collectivités.

Ils concernent généralement des branchements en acier, ou en PEBD (PolyEthylène Basse Densité).

3.4.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ *Les installations, les réseaux*

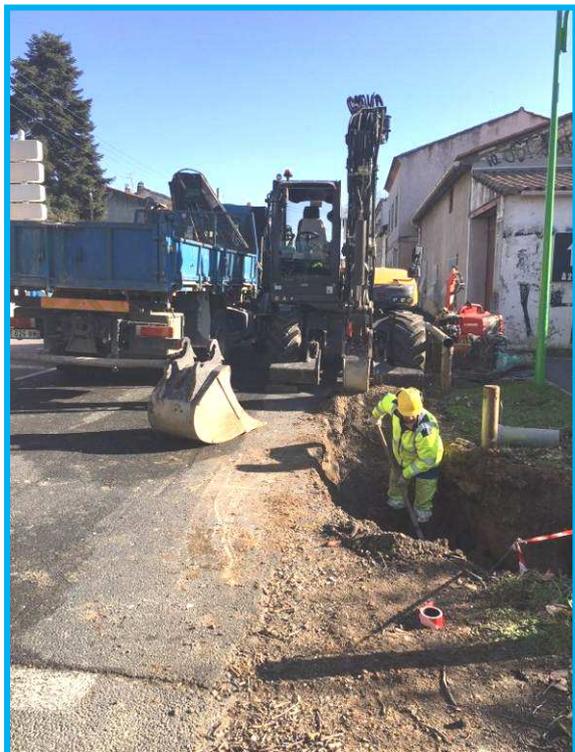
Travaux réalisés par la Collectivité :

L'année 2017 a été marquée par de nombreux travaux neufs sur le territoire du Syndicat, ci-après les principaux :

- Castelnau-le-Lez :
Ci-contre et ci-après les installations du réservoir du Mas du Caylus à Castelnau-le-Lez. Débutés en 2015, la mise en service a été réalisée au début de l'année 2017. Il permet ainsi d'alimenter le quartier de la ZAC du Caylus grâce à 4 surpresseurs qui régulent la pression aux environs de 5,5 bars.



- Baillargues :
2^{ème} tranche du renouvellement de la canalisation en eau potable de la rue des colombiers (RD613) à Baillargues (photo ci-dessous)



- Castries :
Création d'un raccordement sur les canalisations d'adduction du service de Bérange pour le renforcement et la sécurisation de l'alimentation de Baillargues (RD610). (photo ci-dessus)
- Castelnau-le-Lez :
Suite à la demande de l'ARS , installation d'un conductimètre à la station de pompage de la Crouzette dans le cadre du dossier de régularisation de la DUP. (photo ci-dessous)



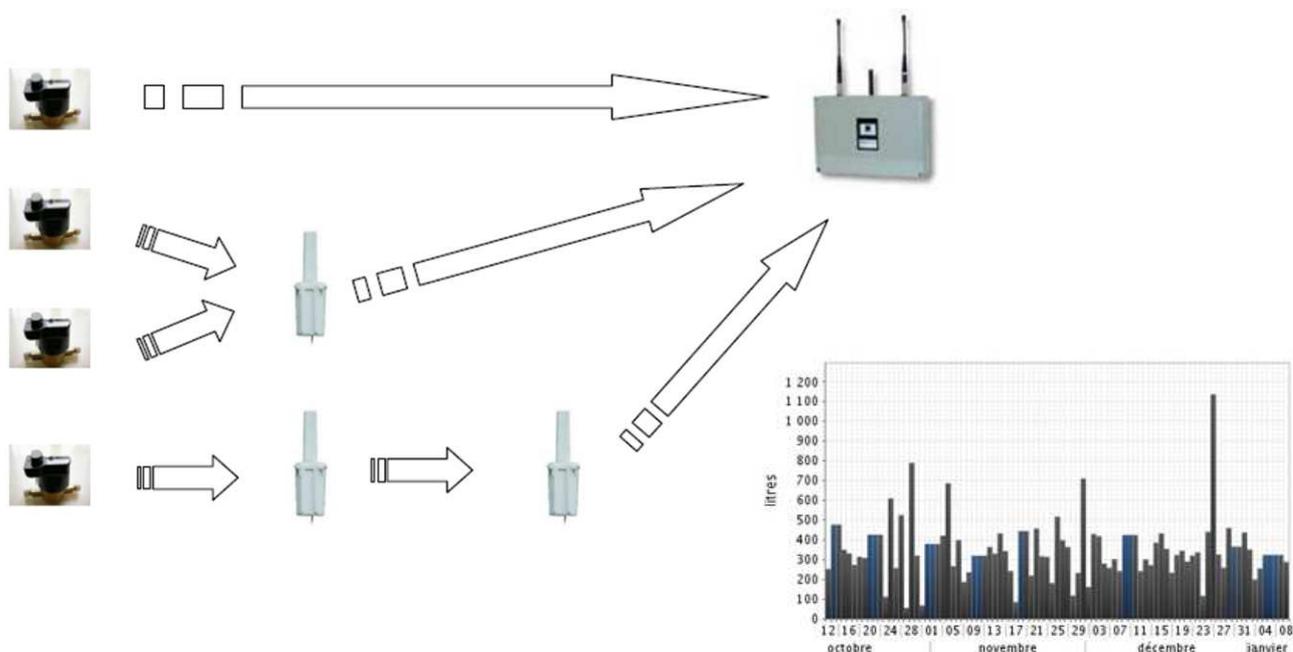
- St Geniès-des-Mourgues :
Remise en peinture de la surface extérieure du réservoir sur tour. (photo ci-dessus)
- Bornes monétiques :
Mise en place de 3 bornes monétiques sur le territoire du SMGC : Baillargues (ZI de la Biste), Castelnaule-Lez (rue des Eglantiers), et St Drézéry (avenue du Bérange)



Travaux réalisés par le délégataire : Aucun travaux neufs réalisés sur les installations lors de l'exercice.

Travaux concessifs :

Investissement	Echéance contractuelle	Commentaires
Travaux de création d'un by-pass vers le ruisseau du Salaison sur le site du Mas-du-Pont	31/12/2010	Travaux achevés le 26 novembre 2010
Achèvement du programme de sectorisation du réseau de la Collectivité	31/12/2011	Travaux achevés le 31 octobre 2011
Pilotage des réservoirs équipés de doubles cuves	31/12/2010	Opération finalisée fin 2011 avec la campagne de nettoyage des réservoirs
Pose de six analyseurs de chlore	31/12/2010	Travaux terminés le 31/08/2010
Modélisation hydraulique et qualité du réseau	31/12/2010	Modèle terminé le 30/06/2010
Mise en sécurité des ouvrages	31/12/2011	Travaux terminés et finalisés lors de la campagne de nettoyage des cuves fin 2011.
Installation de systèmes anti-intrusion sur tous les sites	31/12/2011	Installations des capteurs et mise à niveau des télésurveillances: 100% au 31 décembre 2011
Création d'un espace pédagogique	31/12/2010	Les 3 maquettes ont été finalisées le 18 octobre 2010. L'espace pédagogique a été aménagé dans le courant du second trimestre 2011.
Installation d'un poste déporté de supervision des installations de la Collectivité installé dans ses bureaux du SMGC	31/12/2010	La supervision générale a été réalisée pour l'ensemble des ouvrages. Le type de matériel d'accès à la supervision est composé d'un PC portable, d'un rétro projecteur, d'un écran, et d'une clé 3G
Télé-relèves des compteurs	31/12/2012	24 communes opérationnelles





4. La performance et l'efficacité opérationnelle pour votre service

4.1. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

4.1.1. LE CONTROLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Sur tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	1008	483	6
Physico-chimique	8103	491	12

4.1.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

→ *Conformité des paramètres analytiques*

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Atrazine déséthyl déisopropyl	0	0,109	2	0	21	0	0,1 µg/l
E.Coli /100ml	0	1	0	1	166	35	0 n/100ml
Plomb	0	14	1	0	26	0	10 µg/l

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Bactéries Coliformes	0	4	1	1	166	35	0 n/100ml
Conductivité à 20°C	503	1140	32	0	173	0	1000 µS/cm
Conductivité à 25°C	561	1272	37	0	166	0	1100 µS/cm
Cuivre	0,011	1,75	1	0	26	0	1 mg/l
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0	2	3	0	19	0	2 Qualitatif
pH à température de l'eau	6,9	16,6	0	1	166	115	9 Unité pH
Température de l'eau	7,2	30,5	15	9	173	115	25 °C

→ Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	93,50	185,40	50	mg/l	Sans objet
Chlorures	10,10	77	50	mg/l	250
Fluorures	0	200	19	µg/l	1500
Magnésium	1,81	15,49	50	mg/l	Sans objet
Nitrates	2,40	23,80	50	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0,30	21	µg/l	0,5
Potassium	0	5,80	19	mg/l	Sans objet
Sodium	5,20	45,90	19	mg/l	200
Sulfates	14,10	96	50	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	24,10	52,70	50	°F	Sans objet

4.1.3. L'ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

→ Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

	2016	2017
Paramètres microbiologiques		
Taux de conformité microbiologique	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	171	166
Nombre de prélèvements non conformes	0	0
Nombre total de prélèvements	171	166
Paramètres physico-chimique		
Taux de conformité physico-chimique	98,82 %	96,47 %
Nombre de prélèvements conformes	84	82
Nombre de prélèvements non conformes	1	3
Nombre total de prélèvements	85	85

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

Le détail des 3 non-conformités physico-chimique figure en annexe.

→ Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

En 2017, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

Situation sur votre service :

Au titre de l'adaptation de l'auto-surveillance, nous avons engagé des recherches sur le paramètre Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) sur les conduites en PVC du réseau de distribution à compter de 2013.

A ce jour, toutes les analyses réalisées se sont révélées conformes.

4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

→ Le volume prélevé

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

	Débit horaire (m3/h)	Volume journalier (m3/jour)
Pompage de Bérange	400	9 600
Pompage de Fontmagne	400	9 600
Pompage de la Crouzette	665	15 960
Pompage de Mougères	300	7 200
Pompage des Candinières	181	4 344
Pompage du Peillou	50	1 200

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

	2016	2017	N/N-1
Volume prélevé (m3)	5 590 587	5 962 200	6,6%
Volume prélevé par ressource (m3)			
Pompage de Bérange	913 452	994 334	8,9%
Pompage de Fontmagne	789 470	844 910	7,0%
Pompage de la Crouzette	2 249 674	2 339 239	4,0%
Pompage de Mougères	987 077	1 088 814	10,3%
Pompage des Candinières	375 038	425 144	13,4%
Pompage du Peillou	275 876	269 759	-2,2%
Volume prélevé par nature d'eau (m3)			
Eau souterraine non influencée	5 590 587	5 962 200	6,6%

→ **Le volume produit et mis en distribution**

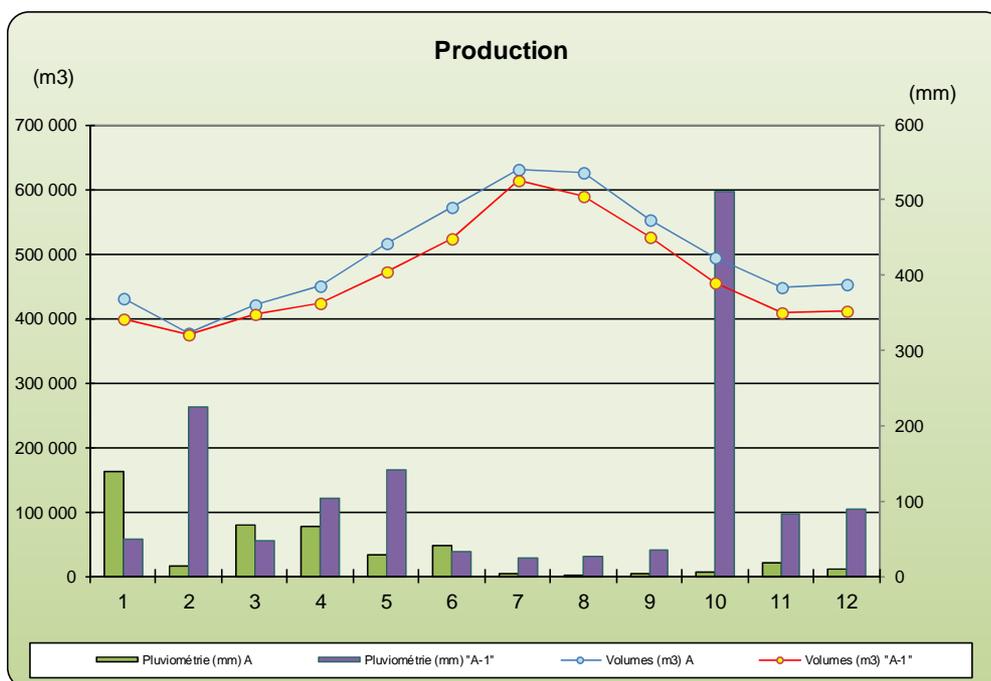
Les volumes produits et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2016	2017	N/N-1
Volume prélevé (m3)	5 590 587	5 962 200	6,6%
Besoin des usines	0	0	0%
Volume produit (m3)	5 590 587	5 962 200	6,6%
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	6 834	6 303	-7,8%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	238 380	254 665	6,8%
Volume mis en distribution (m3)	5 359 041	5 713 838	6,6%

Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2016	2017	N/N-1
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	6 834	6 303	-7,8%
SIAEP Pic Saint Loup	6 834	6 303	-7,8%

2017 Production - Distribution Eau Potable : S.M.G.C JA065

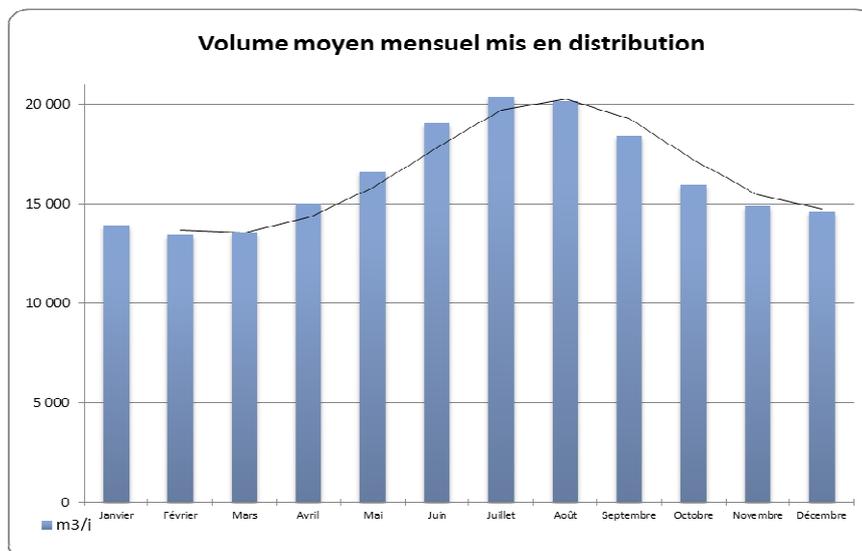


Le profil de production de l'année 2017 reste identique à celui de l'exercice précédent. Les volumes prélevés évoluent en fonction des conditions météorologiques tout au long de l'année. Cependant, le déficit pluviométrique constaté en 2017 (- 969 mm par rapport à 2016), et l'accroissement significatif du nombre d'abonnés sur le territoire, ont conduit à une augmentation des volumes prélevés. La courbe de 2017 est de fait supérieure à celle de 2016 tout au long de l'année.

→ Bilan mensuel

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois est résumé dans le tableau et graphique ci-après :

MOIS	m3/j
Janvier	13 895
Février	13 474
Mars	13 586
Avril	15 015
Mai	16 619
Juin	19 038
Juillet	20 353
Août	20 150
Septembre	18 427
Octobre	15 953
Novembre	14 902
Décembre	14 598



4.2.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUME VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

→ Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2016	2017	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	4 267 632	4 559 065	6,8%
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	4 029 252	4 304 400	6,8%
domestique ou assimilé	3 964 311	4 205 769	6.1
autres que domestiques	64 941	98 631	51,9 %
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	238 380	254 665	6,8%

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

	2016	2017	N/N-1
Volume vendu (m3)	4 267 632	4 559 065	6,8%
<i>dont clients individuels</i>	3 757 834	3 943 500	4,9%
<i>dont clients industriels</i>	91 830	74 044	-19,4%
<i>dont clients collectifs</i>	42 535	118 311	178,1%
<i>dont irrigations agricoles</i>	2 652	1 412	-46,8%
<i>dont volume vendu autres collectivités</i>	238 380	254 665	6,8%
<i>dont bâtiments communaux</i>	103 344	110 178	6,6%
<i>dont appareils publics</i>	31 057	56 955	83,4%

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

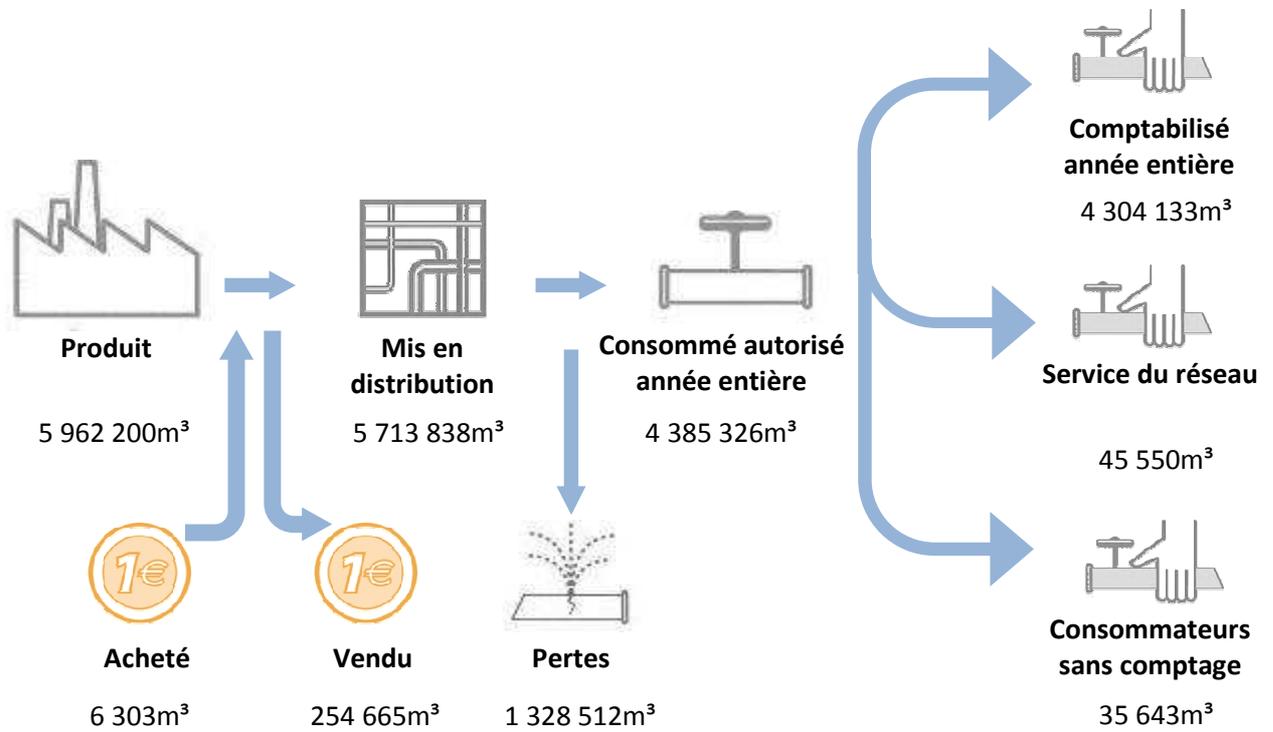
	2016	2017	N/N-1
Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)	238 380	254 665	6,8%

→ *Le volume consommé*

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2016	2017	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	3 998 195	4 268 757	6,8%
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	3 998 195	4 304 133	7,7%
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	366	362	-1,1%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	31 057	35 643	14,8%
Volume de service du réseau (m3)	47 446	45 550	-4,0%
Volume consommé autorisé (m3)	4 076 698	4 349 950	6,7%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	4 076 698	4 385 326	7,6%

→ Synthèse des flux de volumes



4.2.3. LA MAÎTRISE DES PERTES EN EAU

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2017 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m ³ /j/km)	ILVNC (m ³ /j/km)	ILC (m ³ /j/km)
2017	77,7	70,47	7,83	8,31	27,34

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2016	2017	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	77,1 %	77,7 %	0,8%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) A	4 076 698	4 385 326	7,6%
Volume vendu à d'autres services (m3) B	238 380	254 665	6,8%
Volume produit (m3) C	5 590 587	5 962 200	6,6%
Volume acheté à d'autres services (m3) D	6 834	6 303	-7,8%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008

La loi de Grenelle 2 vise un objectif général de rendement de 85%.

Pour les contrats, dont le rendement du réseau est inférieur à 85%, l'objectif de rendement est pondéré en fonction de l'Indice Linéaire de Consommation (ILC).

Le seuil de rendement « Grenelle 2 » est alors calculé par application de la formule :

(Hors Zones de Répartition des Eaux)

$$\text{Rdt (\%)} = 65 + 0,2 \times \text{ILC}$$

Le seuil de rendement « Grenelle 2 » pour ce contrat s'établit à **70,47%** en 2017.

Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2017 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2017.

Le rendement s'est amélioré de 0,8%.

Lors de l'exercice, les opérations réalisées sont en partie celles où le réseau avait été identifié comme vétuste et défaillant, ou en lien avec des programmes voirie. (exemples : rue de la République à Beaulieu, rue des Colombiers à Baillargues, plan des cafés à Saint Geniès-des-Mourgues).



Les ouvrages et outils performants mis au service de l'exploitation quotidienne des réseaux dans le cadre du contrat de délégation ont permis d'optimiser et de planifier les renouvellements prioritaires, tout en prenant en compte l'évolution démographique et urbanistique des 24 communes du territoire.

Par ailleurs, de nombreux « double réseaux » ou « triple réseaux » ont été supprimés. (exemples : rue des coustoulies, et rue du Mas de Roue à Baillargues).

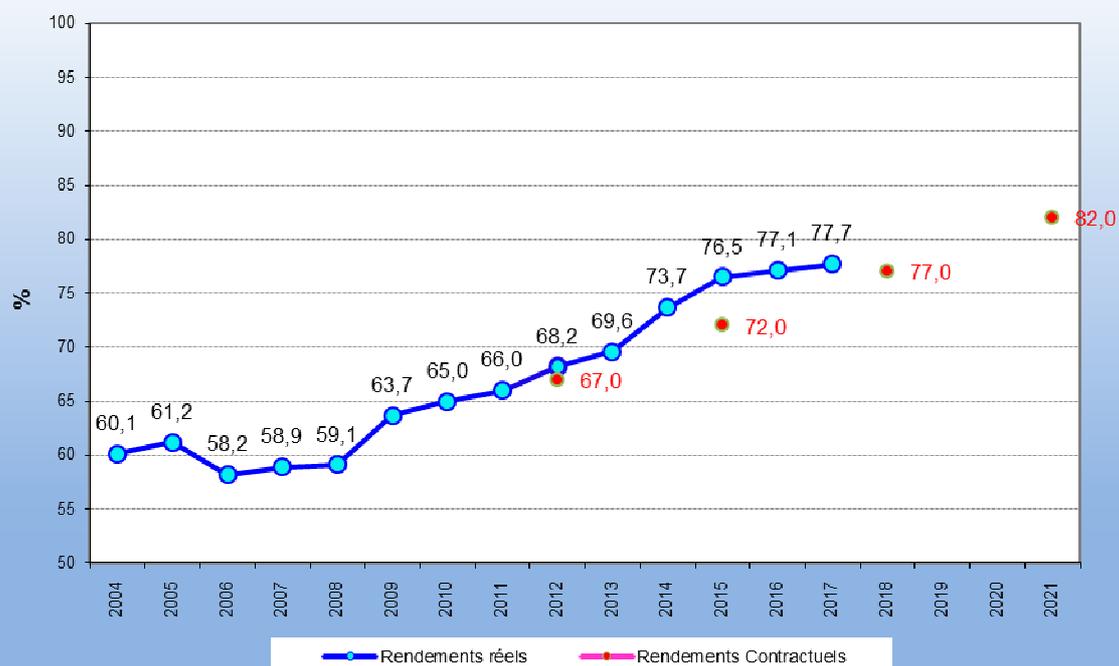
Depuis 2011, les données issues de la sectorisation du réseau d'eau potable, combinées aux données de la télérelève nous confèrent des moyens d'analyses précis permettant une meilleure réactivité : que ce soit en matière de recherche, ou bien de réparations de fuites ce qui permet de limiter l'impact des fuites décelées.

Le renouvellement de la totalité du parc compteurs durant les 3 premières années du contrat de délégation avait contribué à augmenter de façon significative le rendement du Syndicat. Désormais, afin de maintenir et continuer d'augmenter le rendement, les renouvellements à entreprendre devront se centrer sur les tronçons déficients de type adduction, fortement sollicités en période de forte consommation, et sur lesquels des volumes importants peuvent être perdus rapidement.

Par ailleurs, le renouvellement systématique des branchements de type acier ou polyéthylène basse densité est à prendre en compte lors des opérations de renouvellement ou de renforcement de canalisations.

Ci-après l'évolution du rendement depuis 2004 ainsi que les exigences contractuelles associées. (matérialisées en rouge)

Evolution du rendement de réseau



→ L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]

	2016	2017
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	8,07	8,31
Volume mis en distribution (m3) A	5 359 041	5 713 838
Volume comptabilisé 365 jours (m3) B	3 998 195	4 304 133
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	460 727	464 895

	2016	2017
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	7,60	7,83
Volume mis en distribution (m3) A	5 359 041	5 713 838
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) B	4 076 698	4 385 326
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	460 727	464 895

4.3. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



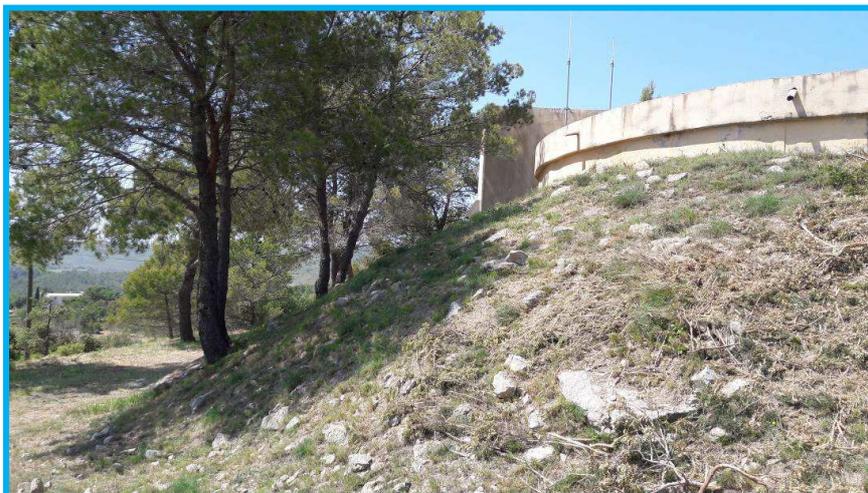
La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

4.3.1. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

→ *Les installations*

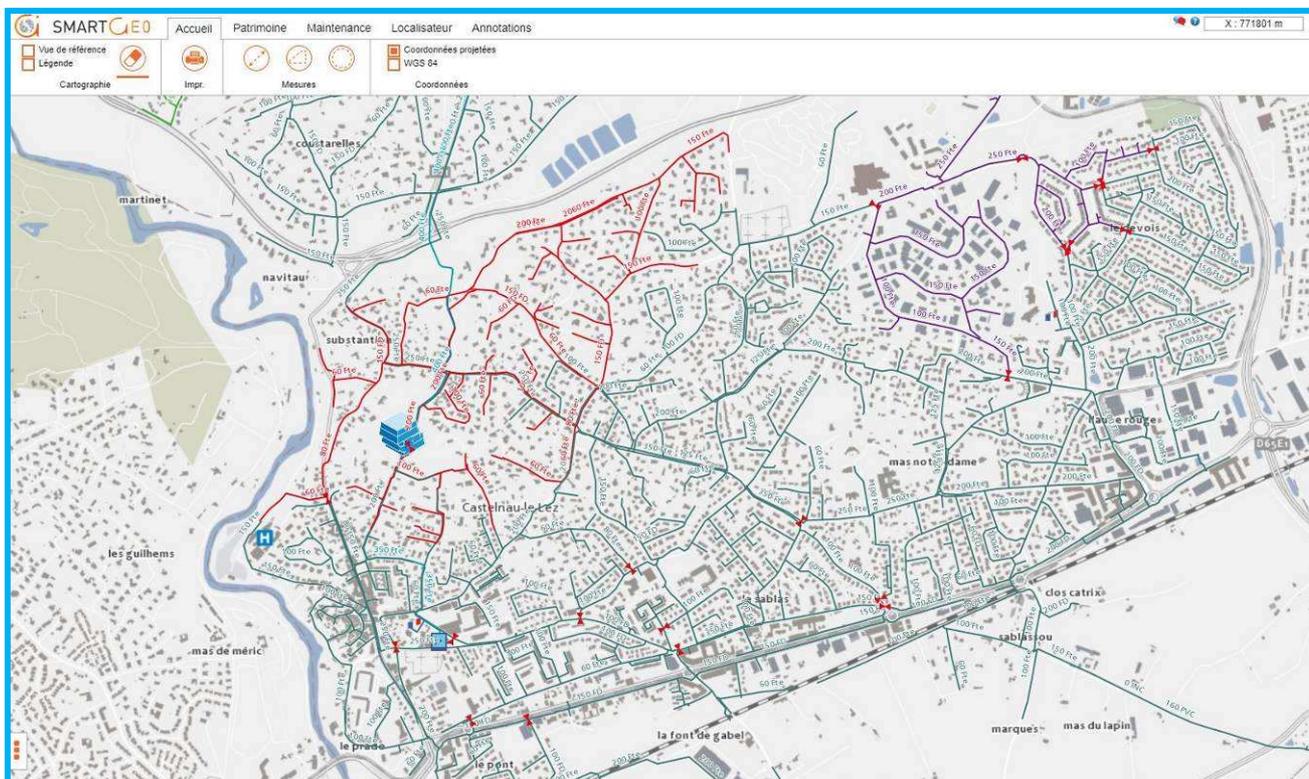
L'entretien et la maintenance des ouvrages de production, de stockage et de surpression sont assurés par des équipes locales basées au centre de production de Teyran. Comme chaque année, les abords de tous les sites ont été entretenus (espace verts, grillage, accès...), les cuves des réservoirs ont été nettoyées durant l'exercice comme le prévoit la réglementation en vigueur (réservoir de tête tous les ans, réservoirs secondaires tous les 2 ans).



Le contrôle réglementaire des installations électriques présentes dans les sites de production et de stockage, ainsi que contrôle réglementaire des extincteurs ont également été effectués.

4.3.2. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DU RESEAU

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.



4.3.3. LES RECHERCHES DE FUITES

Au cours de l'exercice 2017, 222 720 mètres linéaires de réseau ont fait l'objet d'une recherche de fuites, ce qui représente plus de 31% du linéaire de réseau (distribution + adduction).

SERVICE	SECTEUR	Linéaire total de réseau (km)	SEMAINE	DEBUT	FIN
BERANGE	BAILLARGUES_CENTRE VILLE	20,69	S4	24-janv.	27-janv.
BERANGE	BAILLARGUES_GOLF DE MASSANE	4,92	S40	4-oct.	10-oct.
BERANGE	CASTRIES_HAUT SERVICE CENTRE VILLE	20,70	S16	18-avr.	15-mai
BERANGE	CASTRIES_HAUT SERVICE_NORD	16,00	S3	20-janv.	23-janv.
BERANGE	CASTRIES_HAUT SERVICE_SUD	5,00	S3	16-janv.	18-janv.
CROUZETTE	AUBE_ROUGE	21,60	S8	24-févr.	16-mars
CROUZETTE	CENTRE_VILLE	7,57	S41	11-oct.	15-nov.
CROUZETTE	CENTURIONS	7,34	S1	3-janv.	30-janv.
CROUZETTE	CLAPIERS_LAS COURREJAS EST	14,36	S6	7-févr.	8-févr.
CROUZETTE	CLAPIERS_LAS COURREJAS OUEST	10,52	S13	30-mars	7-avr.
CROUZETTE	JEU_DE_MAIL	8,21	S6	31-janv.	10-févr.
CROUZETTE	MAS_DU_ROCHET_CASTELNAU2000	10,19	S33	14-août	8-sept.
FONTBONNE BS	BOISSERON_SURPRESSE	1,89	S22	31-mai	1-juin
FONTBONNE BS	BOISSERON_VILLAGE	14,71	S23	2-juin	30-août
FONTBONNE BS	RESTINCLIERES_SURPRESSE	2,82	S20	16-mai	18-mai
FONTBONNE BS	RESTINCLIERES_VILLAGE	6,60	S20	19-mai	30-mai
FONTBONNE HS	MONTAUD_GRAVITAIRE	10,93	S7	10-févr.	16-févr.
FONTBONNE HS	MONTAUD_SURPRESSE	1,28	S7	17-févr.	17-févr.
FONTBONNE HS	ST_DREZERY_BAS SERVICE	9,21	S6	10-févr.	10-févr.
FONTBONNE HS	ST_DREZERY_HAUT SERVICE	9,83	S6	9-févr.	9-févr.
MALRIVE	TEYRAN_HAUT SERVICE	18,34	S5	30-janv.	23-févr.

Des équipes du support à l'exploitation dédiées à cette activité spécifique oeuvrent de jour comme de nuit à la localisation des fuites sur le réseau.

Les équipements de sectorisation installés en fixe sur le réseau nous permettent d'obtenir une meilleure précision des secteurs déficients en matière de débit résiduel, et de limiter le temps de repérage .

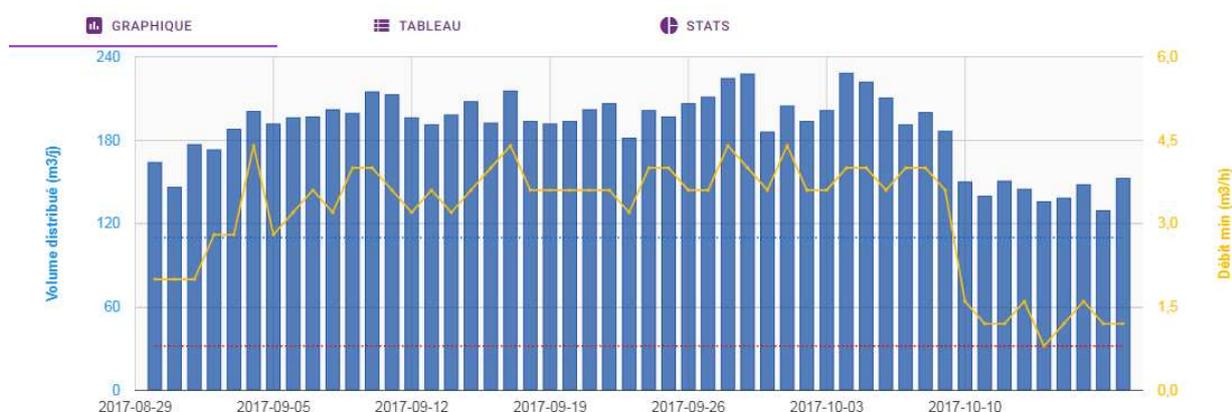


→ Exemple de fuite détectée par méthode acoustique :

💧 5 avenue du Mas Rouge – Baillargues

Suite à l'analyse des bilans de sectorisation, nous avons déclenché une intervention de recherche de fuites dans le secteur en question. Le 10 octobre, notre technicien a détecté un important débit d'eau après compteur.

La dérive a ainsi pu être enrayerée. Le volume distribué sur le secteur a baissé de 200 à 150 m³/j, et le débit minimum résiduel de 3,6 à 1,6 m³/h. Au-delà de cette intervention technique, nous avons pu rapidement prévenir l'abonné afin d'éviter que celui-ci ait une surconsommation trop importante.



→ Exemple de fuite détectée par l'utilisation des pré-localisateurs de fuites :

En plus de la méthode classique d'écoute, nos techniciens utilisent également des pré-localisateurs de fuites (enregistreur de bruit).

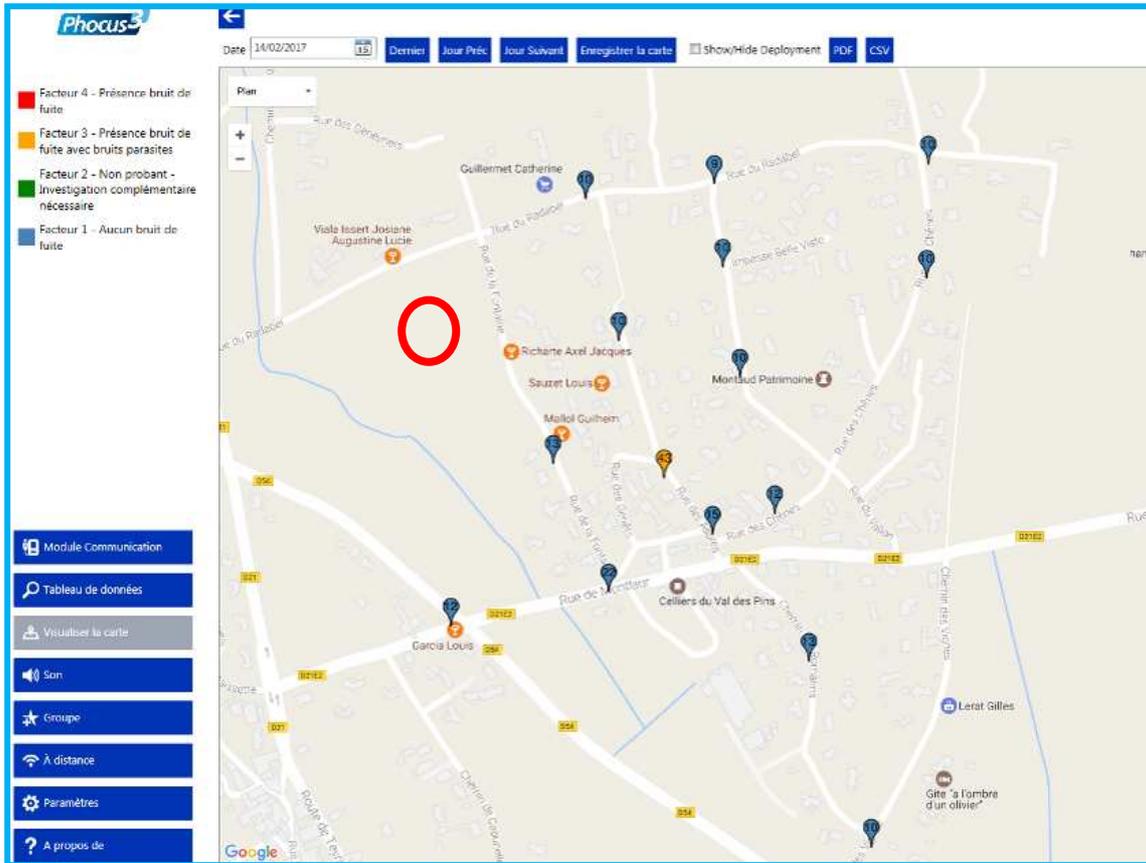
Ces appareils sont posés de façon ponctuelle sur le réseau dont ils ont en charge le contrôle.

Grâce à la pose de ce dispositif, nous sommes en mesure, en cas de doute, d'identifier et d'écouter une fuite pendant la nuit.



Pour exemple, le cas ci-après où l'on distingue en jaune le capteur ayant enregistré un bruit anormal sur les canalisations situées à proximité. Cette indication nous a permis de lancer une intervention de recherche par méthode acoustique au sol et de trouver une fuite sur un branchement.

10 rue des Aspres – Montaud



Détection d'une fuite sur branchement le 15 février

L'exploitation et la maintenance des réseaux de distribution et d'adduction ainsi que des branchements d'eau potable du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne sont assurées par les équipes VEOLIA Eau de la zone Est du Territoire Hérault basées à Teyran.

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2016	2017	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	32	29	-9,4%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	91	100	9,9%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,4	0,5	25,0%
Nombre de fuites sur compteur	358	260	-27,4%
Nombre de fuites sur équipement	7	6	-14,3%
Nombre de fuites réparées	488	395	-19,1%
Linéaire soumis à recherche de fuites	225 978	222 720	-1.4%



Fuite sur canalisation DN150mm à Assas (photo ci-dessus)



Réparation sur canalisation DN300mm dans la colline de la Pène entre la reprise du Bas Service et le réservoir du Haut Service. (photo ci-dessus)

4.3.4. LES PRISES D'EAU ILLICITES

Les vols d'eau sont fréquents et engendrent des pertes non négligeables (pertes estimées dans les volumes sans comptage).

Un travail permanent est mené par nos équipes pour sensibiliser les entreprises de travaux publics, du bâtiment et de nettoyage afin qu'ils demandent systématiquement des compteurs de chantier avant chaque opération pour que l'eau prélevée puisse être comptabilisée. Les particuliers sont également concernés comme le montre l'illustration ci-dessous.



En 2017, le Syndicat a investi dans la mise en place de 3 bornes monétiques pour mettre à disposition 24h/24 un point d'eau potable aux professionnels ainsi qu'aux usagers particuliers.

Ces points d'eau ont été positionnés de façon « stratégique » sur le territoire afin de couvrir à la fois les zones urbaines et péri-urbaines, ainsi que les zones rurales du Syndicat.

Leur mise en place a pour but de contribuer à éradiquer les prises d'eau sauvages sur les dispositifs de défense incendie (bornes et poteaux incendie), et de comptabiliser les volumes prélevés sans avoir à les estimer. Il est à noter que ces prises d'eau sans autorisation sont considérées comme du « vol » et qu'en terme juridique, elles sont répréhensibles au titre pénal. De plus, outre les dégradations qu'elles provoquent sur le réseau d'eau potable et sur l'équipement de défense incendie lui-même, ces manipulations sont souvent source de problèmes de qualité d'eau, et d'apparition de non-conformités sanitaires.

La borne de puisage est équipée :

- d'un dispositif de protection antipollution du réseau public par clapet anti-retour,
- d'un contrôle d'accès par badge,
- d'un système de gestion monétique par pré-paiement,
- du comptage des volumes puisés





BAILLARGUES



SAINT-DRÉZÉRY



CASTELNAU-LE-LEZ



4.4. L'efficacité environnementale

4.4.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2016	2017
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	68 %	68 %

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2016	2017
Pompage de Bérange	80 %	80 %
Pompage de Fontmagne	80 %	80 %
Pompage de la Crouzette	50 %	50 %
Pompage de Mougères	80 %	80 %
Pompage des Candinières	80 %	80 %
Pompage du Peillou	80 %	80 %

4.4.2. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Le tableau détaillé du bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.3. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- réduire les quantités de réactifs à utiliser.

Installation de production	Réactifs (unité)	Quantité	Commentaires
Pompage de Castelnau	kg	1 029	Désinfection chlore gazeux
Pompage Mougères (captage)	kg	388	Désinfection chlore gazeux
Pompage Mougères (reprise)	kg	82	Désinfection chlore gazeux
Pompage de Bérange	kg	369	Désinfection chlore gazeux
Pompage Malrives (reprise)	kg	290	Désinfection chlore gazeux
Pompage des Candinières	kg	80	Désinfection chlore gazeux
Pompage du Peillou	kg	202	Désinfection chlore gazeux
Total	kg	2 439	Désinfection chlore gazeux



4.4.4. LA VALORISATION DES SOUS-PRODUITS

→ *La valorisation des déchets liés au service*



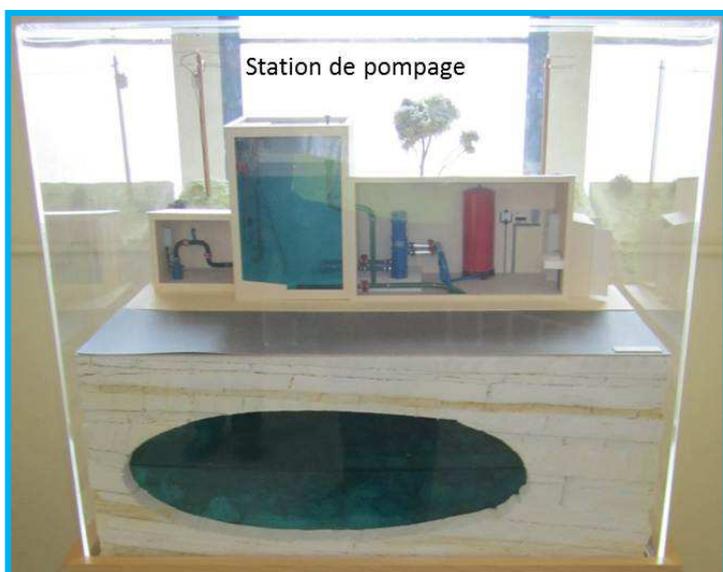
Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

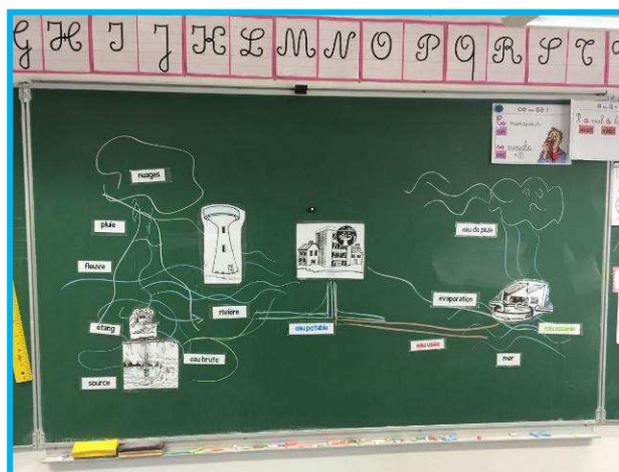
4.5. Actions pédagogiques

Dans le cadre de ses missions, VEOLIA Eau dispose de 3 maquettes sur le thème de l'eau, et peut intervenir sur demande dans le cadre de projets pédagogiques des écoles des communes du territoire.



En 2017, deux interventions ont été réalisées à Clapiers pour des classes de CM1-CM2.

Le réservoir sur tour du village a été visité, et des animations ont été organisées autour du site.







5. Le rapport financier du service

5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel de résultats figure en annexe jointes à ce rapport.

→ *L'état détaillé des produits*

L'état détaillé des produits figure en annexe jointe à ce rapport.

Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données sont en Euros.

5.2. Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Sans objet au cours de l'exercice, cf. paragraphe 4.3.2 « Travaux neufs réalisés », rubrique « Travaux concessifs ».

→ Programme contractuel de renouvellement

Engagement contractuel global	Réalisé à fin N-1	Réalisé année N	Réalisé à fin N
Branchements	1 443 u	153 u	1 597 u
Compteurs	22 137 u	229 u	22 366 u

Nature des biens	Dépenses de l'année 2017
Equipements (€)	266 841,41 €
Total	266 841,41 €

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fond contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Nature des biens	Dépenses de l'année 2017
Canalisations et accessoires (€)	3 648,80 €
Equipements (€)	7 465,98 €
Total	11 114,78 €

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ◆ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- ◆ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ **Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat**

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ◆ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ◆ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ **Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia**

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ◆ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ◆ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1^{er} janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

→ **Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat**

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.



6. Annexes

6.1. La facture 120 m³

Facture concernant les communes d'Assas, Baillargues, Beaulieu, Boisseron, Buzignargues, Campagne, Castelnaud-le-Lez, Castries, Clapiers, Fontanès, Galargues, Garrigues, Guzargues, Montaud, Restinclières, St Bauzille-de-Montmel, Ste Croix-de-Quintillargues, St Drézéry, St Génies-des-Mourgues, St Hilaire-de-Beauvoir, St Jean de Cornies, St Vincent-de-Barbeyrargues, Saussines et Teyran.

	Qté	Euro				Variation %
		01/01/2017		01/01/2018		
		Prix Unitaire HT	Montant HT	Prix Unitaire HT	Montant HT	
Distribution de l'eau						
Abonnement						
Abonnement (Part distributeur)			28,62 €		28,80 €	0,62 %
Abonnement (Part Syndicale)			19,16 €		19,16 €	0,00 %
Consommation						
Consommation (Part Distributeur) (m3)	120	0,3681 €	44,17 €	0,3812	45,74	3,56 %
Consommation (Part Syndicale) (m3)	120	0,5057 €	60,68 €	0,5057 €	60,68 €	0,00 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU			152,64 €		154,38 €	1,40 %
Organismes publics						
Taxes et redevances						
Préservation des ressources en eau	120	0,1050 €	12,60 €	0,1050 €	12,60 €	0,00%
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau) (m3)	120	0,2900 €	34,80 €	0,2900 €	34,80 €	0,00%
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			47,40 €		47,40 €	0,00%
Total HT de la facture			200,04 €		201,78	0,87 %
Total TTC de la facture			211,04 €		212,87	0,87 %
Prix du m3 total TTC en Euro			1,76 €		1,77 €	0,87 %

6.2. Les données clientèles par commune

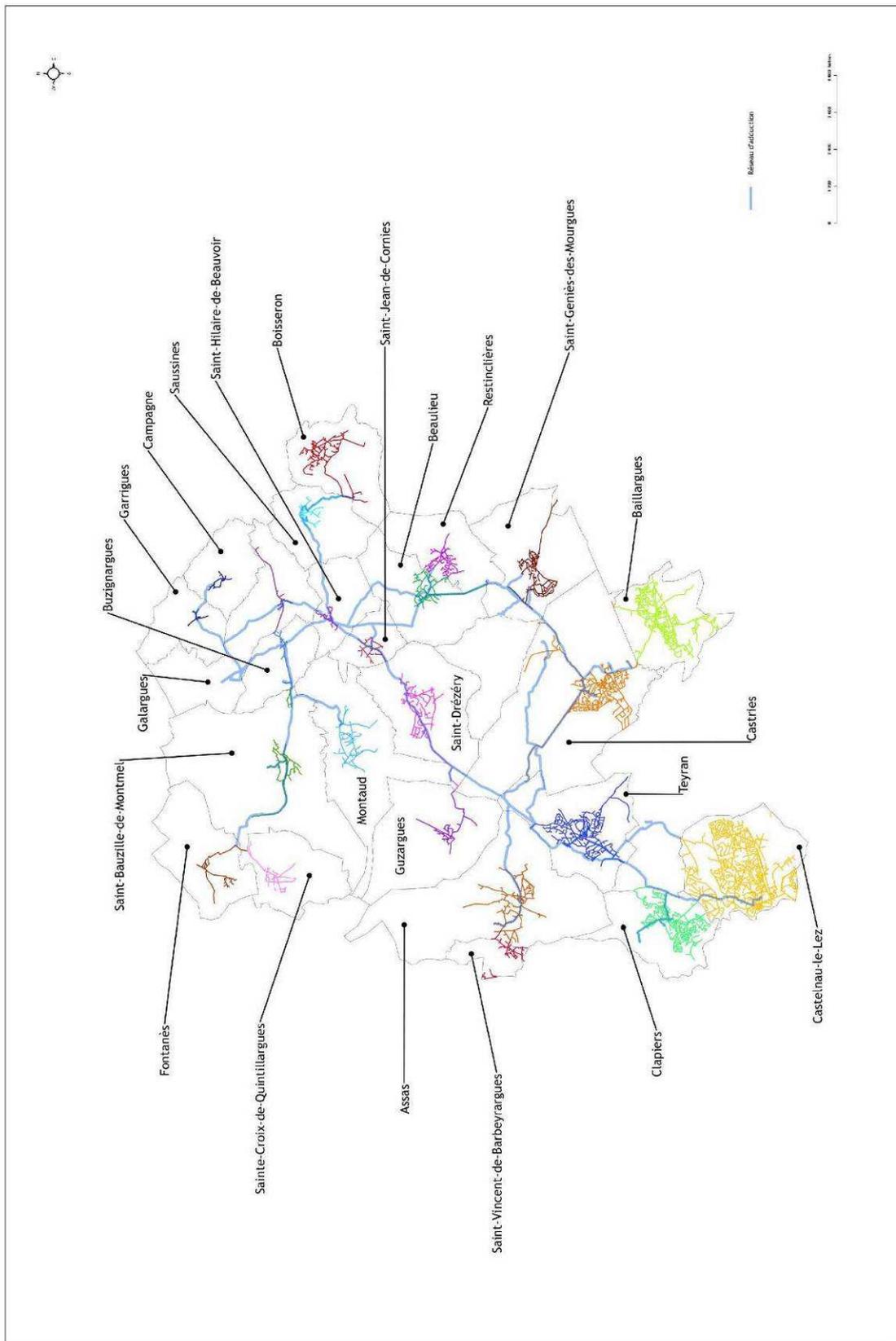
	2016	2017	N/N-1
ASSAS			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 536	1 528	-0,5%
Nombre d'abonnés (clients)	627	623	-0,6%
Volume consommé (m3)	112 863	113 444	0,5%
BAILLARGUES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	6 809	7 005	2,9%
Nombre d'abonnés (clients)	2 661	2 732	2,7%
Volume consommé (m3)	412 130	430 450	4,4%
BEAULIEU			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 701	1 728	1,6%
Nombre d'abonnés (clients)	744	896	20,4%
Volume consommé (m3)	96 237	117 766	22,4%
BOISSERON			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 914	1 922	0,4%
Nombre d'abonnés (clients)	816	822	0,7%
Volume consommé (m3)	102 229	104 001	1,7%
BUZIGNARGUES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	283	297	4,9%
Nombre d'abonnés (clients)	159	170	6,9%
Volume consommé (m3)	19 060	21 326	11,9%
CAMPAGNE			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	307	321	4,6%
Nombre d'abonnés (clients)	134	140	4,5%
Volume consommé (m3)	15 266	15 598	2,2%
CASTELNAU LE LEZ			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	18 233	19 567	7,3%
Nombre d'abonnés (clients)	5 990	7 217	20,5%
Volume consommé (m3)	1 445 326	1 571 428	8,7%
CASTRIES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	6 054	6 138	1,4%
Nombre d'abonnés (clients)	2 434	2 568	5,5%
Volume consommé (m3)	356 128	386 628	8,6%
CLAPIERS			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 464	5 478	0,3%
Nombre d'abonnés (clients)	2 142	2 166	1,1%
Volume consommé (m3)	348 710	365 628	4,9%
FONTANES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	340	348	2,4%
Nombre d'abonnés (clients)	158	160	1,3%
Volume consommé (m3)	24 935	26 473	6,2%
GALARGUES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	684	711	3,9%
Nombre d'abonnés (clients)	293	307	4,8%
Volume consommé (m3)	30 859	37 626	21,9%

	2016	2017	N/N-1
GARRIGUES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	176	178	1,1%
Nombre d'abonnés (clients)	87	90	3,4%
Volume consommé (m3)	8 616	8 215	-4,7%
GUZARGUES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	526	528	0,4%
Nombre d'abonnés (clients)	181	183	1,1%
Volume consommé (m3)	26 987	28 772	6,6%
MONTAUD			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	980	994	1,4%
Nombre d'abonnés (clients)	417	431	3,4%
Volume consommé (m3)	63 268	69 603	10,0%
PRADES LE LEZ			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	10	10	0,0%
RESTINCLIERES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 665	1 708	2,6%
Nombre d'abonnés (clients)	714	791	10,8%
Volume consommé (m3)	107 449	103 636	-3,5%
SAINT BAUZILLE DE MONTMEL			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 016	1 028	1,2%
Nombre d'abonnés (clients)	452	481	6,4%
Volume consommé (m3)	61 118	70 560	15,4%
SAINT DREZERY			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 317	2 343	1,1%
Nombre d'abonnés (clients)	996	1 081	8,5%
Volume consommé (m3)	160 839	170 733	6,2%
SAINT GENIES DES MOURGUES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 881	1 886	0,3%
Nombre d'abonnés (clients)	857	912	6,4%
Volume consommé (m3)	103 097	100 002	-3,0%
SAINT HILAIRE DE BEAUVOIR			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	398	407	2,3%
Nombre d'abonnés (clients)	169	177	4,7%
Volume consommé (m3)	20 480	22 349	9,1%
SAINT JEAN DE CORNIES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	692	711	2,7%
Nombre d'abonnés (clients)	286	299	4,5%
Volume consommé (m3)	37 158	38 217	2,8%
SAINT VINCENT DE BARBEYRARGUES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	694	681	-1,9%
Nombre d'abonnés (clients)	310	317	2,3%
Volume consommé (m3)	56 923	58 332	2,5%
SAINTE CROIX DE QUINTILLARGUES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	748	811	8,4%
Nombre d'abonnés (clients)	333	343	3,0%
Volume consommé (m3)	50 635	54 062	6,8%
SAUSSINES			

	2016	2017	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	983	1 003	2,0%
Nombre d'abonnés (clients)	423	423	0,0%
Volume consommé (m3)	49 004	54 105	10,4%
TEYRAN			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4 726	4 711	-0,3%
Nombre d'abonnés (clients)	1 922	1 940	0,9%
Volume consommé (m3)	288 878	299 803	3,8%

6.3. Le synoptique du réseau

Linéaire de distribution et d'adduction par commune du Syndicat Garrigues Campagne



6.4. La qualité de l'eau

6.4.1. LA RESSOURCE

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	18	18	51	51
Physico-chimique	1685	1685	19	19

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

6.4.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

→ Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégué		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	166	166	109	108	275	274
Physico-chimie	85	82	23	23	108	105

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégué	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégué
Microbiologique	100,0 %	99,1 %	99,6 %
Physico-chimie	96,5 %	100,0 %	97,2 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ **Conformité des paramètres analytiques**

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité⁴ :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	332	332	218	217
Physico-chimique	3590	3587	23	23
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	658	657	214	213
Physico-chimique	1722	1634	472	462
Autres paramètres analysés				
Microbiologique				
Physico-chimique	1158			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

⁴ Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

6.5. Le bilan énergétique du patrimoine

Installation de production

	2015	2016	2017	N/N-1
Pompage de Bérange (Désinfection seule)				
Energie facturée consommée (kWh)	583 141	545 767	606 559	11,1%
Pompage de Fontmagne (Désinfection seule)				
Energie facturée consommée (kWh)	424 450	382 430	421 426	10,2%
Pompage de la Crouzette (Désinfection seule)				
Energie facturée consommée (kWh)	951 731	975 773	1 000 812	2,6%
Pompage de Mougères (Désinfection seule)				
Energie facturée consommée (kWh)	934 695	657 557	746 310	13,5%
Pompage des Candinières (Désinfection seule)				
Energie facturée consommée (kWh)	337 865	288 096	337 414	17,1%
Pompage du Peillou (Désinfection seule)				
Energie facturée consommée (kWh)	205 466	185 642	168 616	-9,2%

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2015	2016	2017	N/N-1
Reprise de Castries				
Energie facturée consommée (kWh)	124 087	104 843	109 438	4,4%
Reprise Fontbonne BS vers HS				
Energie facturée consommée (kWh)	-	-	256 046	-
Reprise La Gardie				
Energie facturée consommée (kWh)	169 052	167 563	181 863	8,5%
Reprise Malrives				
Energie facturée consommée (kWh)	329 106	295 012	315 468	6,9%
Reprise Pierre Plantée				
Energie facturée consommée (kWh)	58 187	40 330	43 938	8,9%
Surpresseur Assas				
Energie facturée consommée (kWh)	10 271	8 767	11 052	26,1%
Surpresseur de Saint Geniès				
Energie facturée consommée (kWh)	4 383	4 579	11 052	141,4%
Surpresseur Montaud				
Energie facturée consommée (kWh)	2 255	2 235	2 488	11,3%
Surpresseur Planchenault				
Energie facturée consommée (kWh)	2 588	1 143	4 020	251,7%
Surpresseur St H. de Beauvoir				
Energie facturée consommée (kWh)	4 068	4 364	4 571	4,7%
Surpresseur St Jean-de-Cornies				
Energie facturée consommée (kWh)	5 897	16 028	6 088	-62,0%

Réservoir ou château d'eau

	2015	2016	2017	N/N-1
Assas- Le Raoulet				
Energie facturée consommée (kWh)	10 271	8 797	9 548	8,5%
Bâche Bérange				
Energie facturée consommée (kWh)	583 141	545 767	606 559	11,1%
Boisseron (Planchenault)				
Energie facturée consommée (kWh)	2 588	1 143	4 020	251,7%
Castelnau Le Caylus				
Energie facturée consommée (kWh)	-	-	32 122	-
Castelnau-Le-Lez 1				
Energie facturée consommée (kWh)	951 731	975 773	1 000 812	2,6%
Castelnau-Le-Lez 2				
Energie facturée consommée (kWh)	169 052	167 563	81 863	-51,1%
Castries 1				
Energie facturée consommée (kWh)	329 106	275 012	109 438	-60,2%
Castries 2				
Energie facturée consommée (kWh)	424 450	382 430	421 426	10,2%
Pierre Plantée				
Energie facturée consommée (kWh)	-	40 330	43 938	8,9%
Teyran Plan Redon				
Energie facturée consommée (kWh)	-	32 578	39 641	21,7%

6.6. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2017 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein du Centre Régional

L'organisation de la Société RUAS au sein du Centre Régional Languedoc-Roussillon de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Tout au long de l'année 2017, l'organisation de Veolia Eau s'est articulée en métropole autour de 20 Centres Régionaux regroupés au sein de 4 Zones.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société RUAS a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Zone ou d'un Centre Régional par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part du Centre Régional (niveaux successifs du Centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux) et de niveau Zone.

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

A l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité, d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité. Tout au long de l'année 2017, le projet d'entreprise « Osons 20/20 » a ainsi été construit collectivement, selon une logique « gLocale » pour répondre à ces nouveaux enjeux.

Une nouvelle organisation a ainsi été mise en place au 1^{er} janvier 2018. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 67 « Territoires » nouvellement créés, avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés dans les territoires et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Les CARE établis au titre de 2017 s'inscrivent quant à eux dans le cadre de l'ancienne organisation - en place jusqu'à la fin de ce dernier exercice.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement [de gaz], ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre. Ces facturations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation. Les éventuels dégrèvements consentis (dont ceux au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...) . En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle (UO) dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats de l'UO. Ce calcul n'a pas d'incidence sur la présentation des charges, qui continuent à figurer selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ◆ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- ◆ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- ◆ avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2017 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3% et contribution exceptionnelle applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, zones, centres régionaux, services (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Centres Régionaux a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2017 au titre de l'exercice 2016.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en soustraction. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les

risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues.

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 2007, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er

→ Avis des commissaires aux comptes

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.7. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux clients.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



Certificat
Certificate

N° 2015/69288.3

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.**

**DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2011

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN
572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix:

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2017-11-13

Jusqu'au
until

2018-11-10

Ce document est signé électroniquement. Il n'existe ni original électronique ni valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

AFNOR Certification est accréditée par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) pour les activités de certification de management. AFNOR Certification est accréditée par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) pour les activités de certification de management. AFNOR Certification est accréditée par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) pour les activités de certification de management. AFNOR Certification est accréditée par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) pour les activités de certification de management.



Certificat

Certificate

N° 2015/69331.3

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.**

**DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2008 – ISO 14001 : 2004

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR 75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en pages 2 à 6 / Complementary list of certified locations on pages 2 to 6

Le détail des activités et sites certifiés par norme est mentionné sur les certificats suivants :
The description of certified activities and locations per standard is mentioned on the following certificates:

Certificat ISO 14001 : 2004 n° 69286
Certificat ISO 9001 : 2008 n° 69287

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2017-11-13

Jusqu'au
Until

2018-09-14

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code pour
vérifier la validité du certificat

Document certifié électronique, consultable sur <https://www.afnor.org> après le paiement de la somme de 2000 €. Les données certifiées sont disponibles en téléchargement. Information on the certification and its conditions is available at <https://www.afnor.org>.
AFNOR Certification is a registered trademark. ISO 9001:2008, ISO 14001:2004.

11 rue Francis de Pressensac - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 15 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org



(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.8. Actualité réglementaire 2017

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Services publics locaux

→ GEMAPI

L'acronyme GEMAPI pour « GEStion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » désigne communément le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de l'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre, tel qu'introduit dans la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « MAPTAM »).

Transfert de compétences.

La loi 2017-1828 du 30 décembre 2017 (JO du 31/12/17) assouplit ce transfert de compétences à travers différentes mesures juste avant que celui-ci ne rentre en application au 1^{er} janvier 2018. Tout d'abord, les départements et les régions qui assuraient une ou des actions de la GEMAPI pourront continuer leur politique GEMAPI au-delà du 1^{er} janvier 2020. Par ailleurs, le texte donne la possibilité à un syndicat mixte ouvert d'adhérer à un autre syndicat mixte ouvert, par dérogation au droit en vigueur, et ce jusqu'au 31 décembre 2019. Le texte introduit également la possibilité aux communes ou aux EPCI de transférer une partie des compétences de la GEMAPI à un EPAGE ou un EPTB (notion de « sécabilité » du transfert de compétence). De même, il introduit un régime de responsabilité limitée pour les intercommunalités qui se voient confier la compétence GEMAPI entre le 1^{er} janvier 2018 et le 1^{er} janvier 2020.

Taxe GEMAPI.

L'article 53 de loi de finances rectificative pour 2017 (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017) apporte un assouplissement à la taxe GEMAPI :

- un EPCI qui a pris la compétence de GEMAPI depuis le 1er janvier 2018 peut instaurer la taxe GEMAPI par délibération prise avant le 1er octobre 2017 ;
- cependant, et par exception, ces mêmes EPCI peuvent prendre la délibération instaurant la taxe GEMAPI jusqu'au 15 février 2018.

→ *Marchés publics et concessions*

A compter du 1er janvier 2018, de nouveaux seuils ont été fixés pour les procédures formalisées. En particulier, le seuil applicable aux marchés publics de fournitures et de services des collectivités territoriales est passé de 209 000 à 221 000€HT et celui applicable aux marchés publics de travaux et aux contrats de concessions de 5 225 000 à 5 548 000€HT.

Concernant les modalités de passation et d'exécution des contrats publics, divers textes sont venus préciser des points particuliers:

- l'instruction de la DGFIP du 9 février 2017 complète les dispositions de l'article L.1611-7-1 du CGCT qui prévoit le dispositif de convention par lequel un mandataire personne privée peut légalement recouvrer et encaisser des recettes publiques en lieu et place du comptable public. Ce dispositif doit être systématiquement mis en place en cas de maniement de fonds publics par le cocontractant privé en application d'un contrat de gestion d'un service public,
- l'instruction interministérielle du 27 avril 2017 rappelle qu'en vertu du droit de l'Union Européenne, une délibération ou une clause contractuelle qui impose la maîtrise de la langue française pour l'exécution d'un marché public ou d'un contrat de concession constitue une violation du principe de non-discrimination et est illégale. Cette illégalité peut entacher toute la procédure d'appel d'offres,

- le décret du 10 avril 2017 porte diverses dispositions relatives à la commande publique et instaure notamment un seuil de 25 000€ en deçà duquel les acheteurs publics ne sont pas soumis aux obligations de l'open data,

en prévision de la dématérialisation totale des contrats de la commande publique au 1er octobre 2018, deux arrêtés du 14 avril 2017 précisent les données essentielles ainsi que les fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

→ *Numérique*

Saisie de l'administration par Voie Electronique.

La possibilité pour tout administré de saisir l'administration par voie électronique est entrée définitivement en vigueur le 7 novembre 2016. Cette faculté s'applique selon les mêmes règles aux administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics administratifs et aux organismes et personnes de droit public et de droit privé chargés d'une mission de service public administratif.

La circulaire conjointe des ministères de l'Aménagement du Territoire et de l'Intérieur à destination des Préfets, en date du 10 avril 2017, vise à préciser les modalités de mise en œuvre de la saisie de l'administration par voie électronique (SVE).

Facturation électronique.

L'instruction du 22 février 2017 précise les modalités de traitement des factures électroniques reçues et émises conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et à l'arrêté d'application du 9 décembre 2016.

L'arrêté du 9 mars 2017 vient modifier l'arrêté du 17 avril 2014 relatif au télé service « Chorus Pro » et prévoit notamment la conservation pendant 10 ans des données recueillies.

→ *Autorisation environnementale unique*

Trois ans après le lancement des premières expérimentations, l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses deux décrets (n° 2017-81 et n° 2017-82) du même jour généralisent et pérennisent, à partir du 1er mars 2017, le principe d'une autorisation environnementale unique pour certains projets, principalement ceux qui sont soumis à autorisation au titre de la police de l'eau (IOTA) ou de la police des installations classées (ICPE). Sur le plan formel, ces textes ajoutent au livre premier du code de l'environnement un nouveau titre VIII intitulé Procédures administratives, avec un seul chapitre intitulé Autorisation environnementale.

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine demeurent toutefois régis par le Code de l'Environnement (articles L 214-1 et L 215-13) ainsi que l'article du L 1321-7 du Code de la Santé Publique.

→ *ICPE /IOTA*

Informations sensibles ICPE.

L'instruction du gouvernement en date du 6 novembre 2017, relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE, précise les dispositions devant être prises pour s'assurer que les documents diffusés au public ne comportent pas d'informations sensibles de nature à faciliter la commission d'actes de malveillance. Elle réaffirme l'importance de ne pas restreindre la diffusion et l'accès aux informations utiles pour l'information du public et ne présentant aucun caractère sensible vis-à-vis de la sûreté. Elle rappelle que les informations présentant un caractère sensible vis-à-vis de la sûreté et pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance ne sont pas communicables, mais que des modalités peuvent être prévues pour permettre leur consultation par des personnes justifiant d'un intérêt à être informées.

Evaluation environnementale / délai de régularisation IOTA-ICPE.

L'ordonnance n° 2017-124 du 2 février 2017 modifie les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement. Ce texte modifie les règles applicables au régime juridique des projets soumis à évaluation environnementale, afin d'assurer la conformité du droit interne avec le droit de l'Union Européenne.

Le dispositif national qui résulte des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, autorisant l'administration à édicter des mesures conservatoires pour encadrer la poursuite d'activité en cas d'exploitation sans autorisation d'une installation, est non-conforme à la directive 2014/52/UE. Le délai imparti à l'exploitant pour régulariser sa situation administrative est désormais limité à un an. Pendant ce délai, l'autorité administrative peut notamment suspendre le fonctionnement de l'installation, sauf motifs d'intérêt général.

Enregistrement ICPE : formulaire Cerfa obligatoire.

A compter du 16 mai 2017, toute demande d'exploitation d'une installation classée relevant du régime de l'enregistrement devra être effectuée via le formulaire Cerfa n°15679*01. Ce document est rendu obligatoire par un arrêté ministériel du 3 mars 2017. Le formulaire, accompagné de sa notice explicative, récapitule l'ensemble des renseignements exigés pour constituer le dossier de demande d'enregistrement. Ce dernier devra notamment comporter la description de la sensibilité environnementale de la zone d'implantation et celle des incidences notables du projet sur l'environnement. Le Préfet appréciera la nécessité pour le demandeur d'effectuer ou non une évaluation environnementale.

→ Amiante

Le décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 précise les conditions d'application de l'article 113 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Selon cet article, le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante avant toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Le décret du 9 mai 2017 précise que les modalités de réalisation du repérage seront détaillées dans un arrêté spécifique à chaque domaine. Pour chaque secteur, la date d'entrée en vigueur du dispositif sera fixée par ces arrêtés et ne pourra excéder le 1er octobre 2018

Le décret fixe également les mesures à prévoir dans les situations dans lesquelles le repérage ne peut être mis en oeuvre. Dans ces cas, les mesures de protection individuelle et collective à prévoir seront définies par les arrêtés ministériels.

→ Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 1 août 2017 (JO du 23/09/17) fixe pour l'année 2017 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice « Guichet Unique » (de l'INERIS) référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux tiers.

Le décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017 définit les modalités simplifiées de calcul de la redevance relative au financement du guichet unique recensant les réseaux implantés en France. Il fixe les règles de financement du guichet unique complémentaire au guichet précité et destiné à faciliter le déploiement du numérique à très haut débit. Il insère et met en cohérence les dispositions réglementaires du code de l'environnement relatives aux canalisations présentant des risques pour les personnes ou pour l'environnement. Enfin, il fixe les dispositions de sécurité applicables aux appareils et matériels concourant à l'utilisation des gaz combustibles. Le texte entre en vigueur le 1er janvier 2018.

→ *Certificats d'Economie d'Energie*

Le décret n° 2017-690 paru le 3 mai 2017 fixe une nouvelle période pour les certificats d'énergie (2018-2020).

L'arrêté du 9 février 2017 fixe les conditions de délivrance des certificats d'économie d'énergie (CEE) pour le programme d'innovation en faveur de la maîtrise de la demande énergétique « Economies d'énergie dans les TEPCV ». L'arrêté du 24 février vient modifier l'annexe de cet arrêté.

Service public de l'eau

→ *Sécurité sanitaire*

L'article 2 de l'ordonnance n° 2017-9 du 5 janvier 2017 relative à la sécurité sanitaire vise à donner une assise législative à l'utilisation d'eau non potable.

L'utilisation d'eaux non-potables est possible pour certains usages, domestiques ou dans les entreprises alimentaires, lorsque la qualité de ces eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé de l'utilisateur et sur la salubrité de la denrée alimentaire finale.

Un décret en Conseil d'Etat déterminera les modalités d'application de ces dispositions pour chaque type d'eau concernée.

→ *Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)*

Transposition des annexes II et III de la directive européenne 2015/1787.

L'arrêté du 4 août 2017 procède à des mises à jour de quatre arrêtés antérieurs afin d'adapter en droit français certaines dispositions de la directive 2015/1787 de la Commission du 6 octobre 2015 modifiant les annexes II et III de la directive 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Trois des quatre arrêtés modifiés concernent la surveillance de la qualité des EDCH :

- arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution : des conditions sont désormais fixées pour la réduction de la fréquence de certaines analyses et certains paramètres (chlorures, nitrates, sulfates) peuvent être exclus de ces analyses sous certaines conditions ;
- arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine : une référence de qualité désormais associée au baryum (et non plus une limite de qualité) ;
- arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire : il est désormais précisé que l'analyse des dangers se fonde sur l'application des lignes directrices en matière de sécurité de l'alimentation en eau potable, pour la gestion des risques et des crises – Partie 2: gestion des risques, précisées dans la norme NF EN 15975-2: 2013.

Méthodes d'analyses.

L'arrêté du 19 octobre 2017 (JO du 26/10/17) fixe les méthodes d'analyse et leurs caractéristiques de performance utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux pour l'analyse des échantillons provenant des eaux destinées à la consommation humaine (à l'exception des eaux minérales naturelles), des eaux brutes utilisées pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de baignade.

Surveillance des eaux superficielles.

L'instruction du Ministère des affaires sociales et de la santé aux Agences Régionales de santé, en date du 28 mars 2017, précise les modalités de mise en œuvre de l'arrêté du 24 décembre 2015. Cet arrêté fixe le programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire et détaille le programme d'analyses supplémentaires effectuées à la ressource pour les eaux superficielles dont le débit prélevé est supérieur ou égal à 100 m³/jour.

Il s'agit d'un programme d'analyses additionnel (« RSadd ») par rapport au programme réalisé sur la ressource en eau. Il consiste en l'analyse de plusieurs paramètres selon une fréquence définie en fonction du débit prélevé à la ressource. Ce programme, initialement lancé en 2010, doit être reconduit tous les six ans. Le programme révisé comporte 10 substances supplémentaires (9 pesticides et l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS)). Pour ces nouveaux paramètres, la première analyse doit être réalisée avant le 31 décembre 2018.

→ Sécurité civile et mise à jour des plans Orsec

Dans une note aux Préfets en date du 13 juillet 2017, le Ministre de l'Intérieur fixe les mesures de consolidation du dispositif de sécurité et de gestion de crise de l'Etat. La mise à jour des plans ORSEC, généraux et spécialisés, fait partie des mesures à mettre en œuvre.

L'instruction Interministérielle n° DGS/VSS2/DGCS/DGSCGC/2017/138 du 19 juin 2017 traite spécifiquement de l'élaboration du dispositif de gestion des perturbations importantes de l'approvisionnement en eau potable. Elle introduit le guide d'aide à l'élaboration du dispositif ORSEC Eau Potable à décliner dans chaque département pour remédier à des ruptures qualitatives ou quantitatives, de plus ou moins longue durée, de l'eau destinée à la consommation humaine.

→ Systèmes de brumisation d'eau

Le décret n° 2017-657 du 27 avril 2017 vise à renforcer la réglementation relative aux brumisateurs afin de limiter leur impact sur la santé publique.

Applicable au 1er janvier 2018, ce décret modifie le code de la santé publique et est complété par l'arrêté du 7 août 2017 qui fixe les règles techniques et procédurales visant à la sécurité sanitaire des systèmes collectifs de brumisation d'eau.

→ Equipements sous pression

L'arrêté du 20 novembre 2017, publié le 2 décembre 2017, introduit une refonte globale de la réglementation entourant le suivi en service des équipements sous pression. L'objectif est de simplifier et d'harmoniser les règles applicables avec pour conséquence d'intégrer plus de souplesse plus de souplesse mais également des obligations renforcées dans les vérifications auxquelles sont soumis les équipements sous pression tout au long de leur cycle de vie. Les nouvelles dispositions introduites par cet arrêté prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2018.

Eau potable, Biodiversité et Qualité des milieux

→ **Biodiversité**

Zone prioritaires pour la biodiversité.

Le décret n° 2017-176 du 13 février 2017 porte sur les zones prioritaires pour la biodiversité. Il détermine les conditions dans lesquelles, lorsque l'évolution des habitats d'une espèce protégée au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement est de nature à compromettre le maintien dans un état de conservation favorable d'une population de cette espèce, l'autorité administrative peut mettre en place des zones prioritaires pour la biodiversité. Dans ces zones, les préfets pourront établir des programmes d'actions favorables à ces espèces et s'il en est besoin, rendre obligatoires certaines pratiques agricoles.

Données faune et Flore.

Depuis le 1er janvier 2018, les données d'inventaire faune et flore collectées sur les sites en propre ou pour le compte d'un client public ou privé doivent être obligatoirement reversées à l'Inventaire du Patrimoine Nature (IPN). Cette nouvelle obligation légale résulte de l'article 7 de la loi Biodiversité de 2016 (art. L 411-1A du Code de l'environnement) qui précise qu'il s'agit des données brutes recueillies entre autres lors des études d'impact de certaines ICPE, IOTA et autres projets. Un téléservice public permettant la saisie ou le versement sécurisé à distance des données par le MTES est prévu courant février 2018.

Sites naturels de compensation.

Introduit par l'article 69 de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, ce dispositif est codifié dans les articles L.163.1, L.163.3 et L.163.4 du code de l'environnement. Sans modifier les exigences et l'application de la séquence ERC (Eviter, Réduire et Compenser), ce dispositif complète le panel d'outils à disposition des maîtres d'ouvrages pour remplir leur obligation de compensation. Il vise notamment à répondre aux difficultés de mise en oeuvre effective de la compensation liées à la disponibilité des terrains et à l'absence de cohérence géographique des mesures, qui révèle un réel besoin de planification territoriale.

Deux décrets sur les sites naturels de compensation :

- *Décret n° 2017-264 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation* : Ce texte définit les modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensation.
- *Décret n° 2017- 265 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation* : ce texte définit les conditions d'obtention de l'agrément. Le contenu de l'agrément devra préciser le site concerné, les aménagements et leurs objectifs de compensation. Une fois obtenu, ledit agrément est valide pendant au moins trente ans. Il peut être modifié ou retiré si le site ne remplit plus les conditions pour lesquelles il a été délivré. L'arrêté du 10 avril 2017 fixe la composition du dossier de demande d'agrément d'un site naturel de compensation prévu à l'article D. 163-3 du code de l'environnement.

→ **Zones vulnérables**

L'arrêté du 27 avril 2017 complète la liste des productions agricoles déjà établies par les arrêtés du 11 octobre 2016 et du 19 décembre 2011 relatifs au programme d'actions national à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Les mesures de ce programme d'actions national visent à lutter contre la pollution par les nitrates d'origine agricole dans les zones classées comme vulnérables.

Par ailleurs, l'instruction DGPE/SDPE/2017-805 du 6 octobre 2017 précise que le réexamen, et le cas échéant, la révision des programmes d'action "nitrates" régionaux doit aboutir avant l'été 2018, de manière à les mettre en oeuvre dans les zones vulnérables au 1er septembre 2018.

→ **Substances prioritaires dans les milieux**

La note technique du Ministère de l'Environnement en date du 19 septembre 2017 marque le lancement de la mise à jour des états des lieux du troisième cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau. Cette note explique les points essentiels relatifs à la mise à jour des états des lieux de la directive cadre sur l'eau en 2019 et introduit le guide technique national d'accompagnement de ce travail.

Cette note est complétée par celle du 20 octobre 2017 qui porte plus spécifiquement sur la réalisation de l'inventaire des émissions de substances dangereuses dans le cadre de la mise à jour des états des lieux et de la rédaction des SDAGE pour le troisième cycle de la Directive cadre sur l'eau.

→ *Surveillance des milieux aquatiques*

En application de l'article 12 de l'arrêté du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'Environnement, l'avis du Ministère de l'Environnement publié au JO du 11 février 2017 fixe les limites de quantification pour un ensemble de couples « paramètre-matrice ».

De même, l'avis du Ministère de l'Environnement publié au JO du 1^{er} septembre 2017 fixe les méthodes des couples « élément de qualité biologique - méthode » ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

→ *Police de l'eau et contrôle*

Une note technique ministérielle du 22 août 2017 vise à conforter les modalités de coordination des services et des établissements publics en charge de missions de police de l'eau et de la nature à la suite la mise en place de l'Agence Française pour la Biodiversité le 1er janvier 2017.

→ *Action de groupe en matière environnementale*

L'action de groupe a vu son champ d'application élargi avec notamment la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle (loi dite « J 21 ») et son décret n° 2017-888 du 6 mai 2017 qui a créé un socle commun procédural aux actions de groupes dites « sectorielles » tout en prévoyant une adaptation aux particularités de chaque dommage, notamment en matière d'« Environnement » qui est codifiée aux articles L 142-3-1 nouveau du code de l'environnement. Le décret d'application précité vient préciser la procédure applicable tant devant le juge judiciaire que devant le juge administratif. Il détermine également les conditions d'agrément des associations concernées autres que celles agréées pour la protection de l'environnement.

→ *Infractions et prescription pénale*

La circulaire du 28 février 2017 précise les dispositions de la loi n° 2017-242 du 27 février 2017 portant réforme de la prescription en matière pénale et harmonisant les délais de prescription.

La durée de la prescription de l'action publique est doublée pour les infractions de droit commun et le point de départ du délai de prescription reste le même : « à compter du jour où l'infraction a été commise ».

Un délai butoir a été introduit : un délit ou un crime occulte ou dissimulé ne peuvent être poursuivis respectivement plus de douze ans ou de trente ans à compter de leur commission (sauf intervention d'un acte interruptif de prescription). Un certain nombre d'actes de procédure ont l'effet d'interrompre le cours de la prescription (un nouveau délai commence à courir, en principe identique au premier) ce qui peut conduire à des délais extrêmement longs entre la commission de l'infraction et son jugement définitif.

La réforme est entrée en vigueur le 1er mars 2017.

6.9. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés domestiques ou assimilés :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m³/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Client (abonné) :

Le client est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à

ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des clients particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients particuliers individuels et collectifs (unité : m³/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m³/client/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ◆ 0 % : aucune action ;
- ◆ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ◆ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ◆ 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- ◆ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ◆ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;

- ◆ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ◆ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ◆ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m³/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- ◆ Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ◆ ILC : Indice Linéaire de Consommation ($m^3/j/km$) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;
- ◆ A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à $2 Mm^3/an$ où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de clients mensualisés :

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de clients prélevés :

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de $1\ 000 m^3/j$: pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ◆ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ◆ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de clients) rapporté au nombre total de clients, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

6.10. Autres annexes

Intitulé	Description	Nombre de pages
Annexe 1	Répartition des volumes par sites	1
Annexe 2	Evolution annuelle des volumes prélevés et suivi de la pluviométrie	1
Annexe 3	Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité	1
Annexe 4	Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité	1
Annexe 5	Détail des travaux réalisés par la Collectivité au cours de l'exercice	1
Annexe 6	Détail du renouvellement des branchements « hors plomb »	1

→ Annexe 1 : Répartition des volumes par sites pour l'année 2017

Mois	Production par zones								
	Crouzette	Ex. CGPSL	Mougères	Bérange	Fontmagne	Candinières	Peillou	Ach.Patus	Total m3
Janvier	173 536	19 527	74 966	72 495	58 371	32 595	18 346	428	430 737
Février	151 907	19 907	65 236	63 509	49 692	27 953	18 334	629	377 260
Mars	165 668	21 385	73 953	72 477	54 902	32 190	21 215	760	421 165
Avril	178 242	20 689	78 720	74 860	65 058	32 216	20 921	427	450 444
Mai	207 939	22 771	91 399	81 279	73 571	34 872	25 759	383	515 202
Juin	217 983	23 461	106 666	88 026	90 530	36 752	30 643	554	571 154
Juillet	244 080	24 762	116 403	95 399	99 757	40 697	33 975	636	630 947
Août	236 106	24 638	117 398	96 677	100 447	39 739	33 852	440	624 659
Septembre	211 910	18 908	100 747	88 163	85 317	36 622	29 558	491	552 808
Octobre	195 342	19 071	101 006	84 936	70 916	35 524	6 231	581	494 536
Novembre	176 705	18 671	84 257	74 758	69 761	34 520	6 514	553	447 068
Décembre	179 821	20 875	78 063	101 755	26 588	41 465	24 411	421	452 524
Total	2 339 239	254 665	1 088 814	994 334	844 910	425 144	269 759	6 303	5 968 503

→ Annexe 2 : Evolution des volumes prélevés et suivi de la pluviométrie pour l'année 2017

mois	Pluviométrie (mm)		Volumes (m3)					
	A	"A-1"	A	"A-1"	A-"A-1"	A/"A-1"	Cumul.	
janvier	138	50	430 737	399 870	30 867	7,72%	30 867	7,72%
février	13	224	377 260	373 370	3 890	1,04%	34 756	4,49%
mars	68	48	421 165	405 047	16 118	3,98%	50 874	4,32%
avril	65	103	450 444	422 575	27 869	6,60%	78 743	4,92%
mai	28	141	515 202	472 046	43 156	9,14%	121 899	5,88%
juin	41	32	571 154	522 127	49 027	9,39%	170 925	6,59%
juillet	4	25	630 947	612 239	18 708	3,06%	189 634	5,91%
aout	1	26	624 659	589 493	35 166	5,97%	224 800	5,92%
septembre	4	34	552 808	526 378	26 430	5,02%	251 230	5,81%
octobre	6	511	494 536	454 215	40 321	8,88%	291 551	6,10%
novembre	17	82	447 068	409 290	37 778	9,23%	329 329	6,35%
décembre	10	88	452 524	410 771	41 753	10,16%	371 082	6,63%

A	395		5 968 503			
"A-1"	1 364		5 597 421			
A - "A-1"	-969		371 082			
A / "A-1"	-71,03%		6,63%			

→ **Annexe 3 : Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité**

Date	Contrat	Commune	Pt PLV Adresse	Programme	Paramètre	Valeur	Unité	Conformité	Type de seuil	Commentaires/Plan d'actions
18/04/2017	JA065	CASTRIES	RESERVOIR DE MALRIVES	CONTRÔLE OFFICIEL	Atrazine déséthyl déisopropyl	0,109	µg/l	N	Limite de qualité	Problématique identifiée. La concentration reste nettement inférieure aux valeurs sanitaires maximales (Vmax = 60 µg/l) fixées par l'Anses le 15 octobre 2010.
31/05/2017	JA065	RESTINCLIERES	RESERVOIR PIERRE PLANTEE	CONTRÔLE OFFICIEL	Atrazine déséthyl déisopropyl	0,105	µg/l	N	Limite de qualité	Problématique identifiée. La concentration reste nettement inférieure aux valeurs sanitaires maximales (Vmax = 60 µg/l) fixées par l'Anses le 15 octobre 2010
25/08/2017	JA065	TEYRAN	CENTRE TEYRAN	CONTRÔLE OFFICIEL	Plomb	14	µg/l	N	Limite de qualité	Des investigations ont été réalisées pour comprendre la présence de plomb au robinet (branchements privés et publics en PEHD).

→ **Annexe 4 : Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité**

Date	Contrat	Commune	Pt PLV Adresse	Programme	Paramètre	Valeur	Unité	Conformité	Type de seuil	Commentaires/Plan d'actions
04/08/2017	JA065	BAILLARGUES	CENTRE BAILLARGUES	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	25,5	°C	N	Référence de q qualité	
28/08/2017	JA065	BAILLARGUES	CENTRE BAILLARGUES	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	25,8	°C	N	Référence de q qualité	
24/08/2017	JA065	BUZIGNARGUES	CENTRE BUZIGNARGUES	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	26,9	°C	N	Référence de qualité	
28/06/2017	JA065	CAMPAGNE	CENTRE CAMPAGNE	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	26	°C	N	Référence de qualité	
17/01/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1179	µS/cm	N	Référence de qualité	
17/01/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1056	µS/cm	N	Référence de qualité	
31/01/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1169	µS/cm	N	Référence de qualité	
31/01/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1047	µS/cm	N	Référence de qualité	
22/02/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1226	µS/cm	N	Référence de qualité	
22/02/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1098	µS/cm	N	Référence de qualité	
23/02/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1063	µS/cm	N	Référence de qualité	
23/02/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1186	µS/cm	N	Référence de qualité	

Date	Contrat	Commune	Pt PLV Adresse	Programme	Paramètre	Valeur	Unité	Conformité	Type de seuil	Commentaires/Plan d'actions
10/03/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	42 av de Vénus_Pt variable ars	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1132	µS/cm	N	Référence de qualité	
10/03/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	42 av de Vénus_Pt variable ars	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1014	µS/cm	N	Référence de qualité	
16/03/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1056	µS/cm	N	Référence de qualité	
16/03/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1179	µS/cm	N	Référence de qualité	
17/03/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1056	µS/cm	N	Référence de qualité	
17/03/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1179	µS/cm	N	Référence de qualité	
31/03/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1175	µS/cm	N	Référence de qualité	
31/03/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1053	µS/cm	N	Référence de qualité	
07/04/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	RESERVOIR MAS DE CAYLUS	CONTRÔLE OFFICIEL	Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0	Qualitatif	N	Référence de qualité	
10/04/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1055	µS/cm	N	Référence de qualité	
10/04/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1178	µS/cm	N	Référence de qualité	
20/04/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1200	µS/cm	N	Référence de qualité	
20/04/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1075	µS/cm	N	Référence de qualité	
10/05/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1174	µS/cm	N	Référence de qualité	
10/05/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1052	µS/cm	N	Référence de qualité	
12/05/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1169	µS/cm	N	Référence de qualité	
12/05/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1047	µS/cm	N	Référence de qualité	
02/06/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1167	µS/cm	N	Référence de qualité	
02/06/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1046	µS/cm	N	Référence de qualité	
12/06/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1109	µS/cm	N	Référence de qualité	
12/06/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0	Qualitatif	N	Référence de qualité	
12/06/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1238	µS/cm	N	Référence de qualité	
05/07/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1012	µS/cm	N	Référence de qualité	

Date	Contrat	Commune	Pt PLV Adresse	Programme	Paramètre	Valeur	Unité	Conformité	Type de seuil	Commentaires/Plan d'actions
05/07/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1129	µS/cm	N	Référence de qualité	
17/07/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1119	µS/cm	N	Référence de qualité	
17/07/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1003	µS/cm	N	Référence de qualité	
25/07/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CAMPING LE PLEIN AIR DES CHENES	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1135	µS/cm	N	Référence de qualité	
25/07/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CAMPING LE PLEIN AIR DES CHENES	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1017	µS/cm	N	Référence de qualité	
03/08/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	30,5	°C	N	Référence de qualité	
03/08/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	42 av de Vénus_Pt variable ars	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	26,2	°C	N	Référence de qualité	
03/08/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	42 av de Vénus_Pt variable ars	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1101	µS/cm	N	Référence de qualité	
08/09/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1106	µS/cm	N	Référence de qualité	
18/09/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1201	µS/cm	N	Référence de qualité	
18/09/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1076	µS/cm	N	Référence de qualité	
12/10/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1104	µS/cm	N	Référence de qualité	
18/10/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1272	µS/cm	N	Référence de qualité	
18/10/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1140	µS/cm	N	Référence de qualité	
18/10/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0	Qualitatif	N	Référence de qualité	
14/11/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1126	µS/cm	N	Référence de qualité	
14/11/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1009	µS/cm	N	Référence de qualité	
14/11/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1113	µS/cm	N	Référence de qualité	
08/12/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1133	µS/cm	N	Référence de qualité	
08/12/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1015	µS/cm	N	Référence de qualité	
19/12/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1197	µS/cm	N	Référence de qualité	
19/12/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1056	µS/cm	N	Référence de qualité	
19/12/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	CENTRE CASTELNAU	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1073	µS/cm	N	Référence de qualité	

Date	Contrat	Commune	Pt PLV Adresse	Programme	Paramètre	Valeur	Unité	Conformité	Type de seuil	Commentaires/Plan d'actions
19/12/2017	JA065	CASTELNAU LE LEZ	STATION LA CROUZETTE	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1179	µS/cm	N	Référence de qualité	
28/07/2017	JA065	CASTRIES	CENTRE CASTRIES	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	28,5	°C	N	Référence de qualité	
28/07/2017	JA065	CASTRIES	CENTRE CASTRIES	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	28,5	°C	N	Référence de qualité	
22/11/2017	JA065	CASTRIES	CENTRE CASTRIES	CONTRÔLE OFFICIEL	Bactéries Coliformes	1	n/100ml	N	Référence de qualité	CA réalisée le 06/03/2017 => conforme (0/100 ml). Email envoyé à l'ARS 34. Le prélèvement a été qualifié de non représentatif par l'ARS 34 et n'apparaîtra pas dans le RAD 2017.
23/02/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1185	µS/cm	N	Référence de qualité	
23/02/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1062	µS/cm	N	Référence de qualité	
21/03/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1168	µS/cm	N	Référence de qualité	
21/03/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1047	µS/cm	N	Référence de qualité	
27/04/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1165	µS/cm	N	Référence de qualité	
27/04/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1044	µS/cm	N	Référence de qualité	
19/05/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1174	µS/cm	N	Référence de qualité	
19/05/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1052	µS/cm	N	Référence de qualité	
06/06/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1148	µS/cm	N	Référence de qualité	
06/06/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1029	µS/cm	N	Référence de qualité	
29/06/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1020	µS/cm	N	Référence de qualité	
29/06/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1138	µS/cm	N	Référence de qualité	
13/07/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1116	µS/cm	N	Référence de qualité	
28/08/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	25,1	°C	N	Référence de qualité	
22/11/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1118	µS/cm	N	Référence de qualité	
22/11/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1002	µS/cm	N	Référence de qualité	
14/12/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1198	µS/cm	N	Référence de qualité	
14/12/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1073	µS/cm	N	Référence de qualité	
28/12/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 25°C	1127	µS/cm	N	Référence de qualité	
28/12/2017	JA065	CLAPIERS	CENTRE CLAPIERS - Mairie	CONTRÔLE OFFICIEL	Conductivité à 20°C	1010	µS/cm	N	Référence de qualité	
18/07/2017	JA065	RESTINCLIERES	CENTRE RESTINCLIERES BS	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	25,2	°C	N	Référence de qualité	
18/07/2017	JA065	RESTINCLIERES	CENTRE RESTINCLIERES BS	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	25,1	°C	N	Référence de qualité	
13/07/2017	JA065	SAINT VINCENT DE BARBEYRARGUES	ST VINCENT DE BARBEYRARGUES	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	26	°C	N	Référence de qualité	
13/07/2017	JA065	SAINT VINCENT DE BARBEYRARGUES	ST VINCENT DE BARBEYRARGUES	CONTRÔLE OFFICIEL	Température de l'eau	26	°C	N	Référence de qualité	

→ Annexe 5 : Détail des travaux réalisés par la Collectivité au cours de l'exercice

Type travaux	Commune	Opération	Adresse	Linéaire (ml)	DN (mm)	Type réseau
Renforcement	Baillargues		Rue des Coustoulies	13	150	distribution
Renforcement	Baillargues		Rue du Mas de Roue	51	100	distribution
Renforcement	Baillargues		Rue des Colombiers	592	150	distribution
Extension	Baillargues	La Palmeraie		102	100	distribution
Renforcement	Beaulieu		Rue de la République	197	100	distribution
Extension	Beaulieu	Le Ponceau		191	100	distribution
Extension	Beaulieu	Le Ponceau		6	150	distribution
Renforcement	Castelnau-le-lez		Chemin des Libellules	5	100	distribution
Extension	Castelnau-le-lez	Zac Eureka		117	100	distribution
Extension	Castelnau-le-lez	Zac Eureka		572	150	distribution
Extension	Castelnau-le-lez	Castel-Rochet		40	150	distribution
Extension	Castelnau-le-lez	Le Clos Ste Thérèse		80	100	distribution
Extension	Campagne		Av, des Figaïrettes	40	100	distribution
Renforcement	Castries		Rue du Château + impasse du Square	25	60	distribution
Renforcement	Castries		Rue du Château + impasse du Square	65	100	distribution
Extension	Castries	Les Aubépinés		98	100	distribution
Extension	Castries	Les Aubépinés		10	150	distribution
Renforcement	Galargues		Chemin des Clapasses	8	100	distribution
Renforcement	Galargues		Chemin des Clapasses	137	150	distribution
Extension	Galargues		Rue des Ecoles	105	150	distribution
Extension	Restinclières	Zac des Plans T1b		470	100	distribution
Renforcement	Saint Bazille de Montmel		Chemin des Closades	22	100	distribution
Extension	Saint Bazille de Montmel	Les Serres de Jeannou		90	60	distribution
Extension	Saint Bazille de Montmel	Les Serres de Jeannou		12	100	distribution
Extension	Saint Bazille de Montmel	Le Claud		75	100	distribution
Extension	Saint Bazille de Montmel	Les Campets		89	60	distribution
Extension	Saint Drézéry	Zac des Mazes T2		172	100	distribution
Extension	Saint Drézéry	Zac des Mazes T3		117	150	distribution
Renforcement	Saint Genies des Mourgues		Plan des Café + Rue des Tilleuls	16	60	distribution
Renforcement	Saint Genies des Mourgues		Plan des Café + Rue des Tilleuls	13	100	distribution
Renforcement	Saint Genies des Mourgues		Plan des Café + Rue des Tilleuls	182	150	distribution
Extension	Saint Vincent de Brabeyrargues	Les Jardins de Marie		2,5	100	distribution
Extension	Saint Vincent de Brabeyrargues	Les Jardins de Marie		64	150	distribution
Total				3778,5		

→ Annexe 6 : Détail du renouvellement des branchements « hors plomb »

Date	Commune	N°	libellé adresse	libellé rue	Nature	unité
03/01/17	Castelnau-le-Lez	2	rue	Pablo Picasso	PELD	1
09/01/17	Castelnau-le-Lez	12	rue	Claude Monet	PELD	1
13/01/17	BAILLARGUES	9	impasse de la	Cavidoule	PELD	1
13/01/17	Castelnau-le-Lez	2027	avenue de l'	Europe angle sablas	Acier	1
13/01/17	Castries	5	impasse de la	Cadoule	PELD	1
13/01/17	Teyran	4	rue	Portalet	PELD	1
13/01/17	Castelnau-le-Lez	25	rue	Galine le Mail	Plomb	1
25/01/17	Castries	16	rue du	Pic st Loup	PELD	1
31/01/17	Castries	8	avenue des	Bosquets	PELD	1
06/02/17	Castelnau-le-Lez	15	allée	Relais	PELD	1
14/02/17	St Drézéry	10	rue	St Didier	Acier	1
20/02/17	Baillargues		rue	Vincent Scotto	acier	5
20/02/17	Baillargues		rue	vieille poste	acier	2
20/02/17	Baillargues		rue	Thyde Monnier	PE noir	5
20/02/17	Baillargues		rue de la	Biste	PE noir	4
24/02/17	Castelnau-le-Lez					31
06/03/17	Teyran	17	rue	Saint Hubert	PELD	1
07/03/17	Campagne	3	rue	Freques	Acier	1
23/03/17	Boisseron		chemin de	Landeau	PEHD	1
07/04/17	Beaulieu	15	avenue de	St Geniès-des-Mourgues	Acier	1
19/04/17	CLAPIERS	24	avenue	Source	PELD	1
20/04/17	Saint Drézéry		chemin des	Combes	acier	1
17/05/17	Castries	25	rue des	Aires	acier	1
15/06/17	Beaulieu	20	rue du	Renard	acier	1
15/06/17	Castelnau-le-Lez	142	chemin	Castor	Acier	1
27/06/17	Castries	20	avenue du	08-mai-45	acier	1
27/06/17	St Vincent de Barbeyrargues		chemin de l'	abeille	PE noir	1
11/07/17	Clapiers		chemin de	Cabriès	acier	5
12/07/17	Castries		route de	Guzargues	PELD	1
12/07/17	Castries		route de	Guzargues	PELD	1
21/07/17	Castelnau-le-Lez		rue	Tisson	PELD	1
24/07/17	Castelnau-le-Lez		chemin du	tisson	PE noir	1
27/07/17	Restinclières	5	chemin des	Lavandes	PELD	1
05/09/17	Teyran	20	rue	Vaugely	PE Excel +	1
11/09/17	Castelnau-le-Lez	631	avenue de l'	Europe	PE Excel +	1
01/10/17	Teyran	3	rue des	Coteaux	PELD	1
01/10/17	Teyran	2	rue des	Coteaux	PELD	1
03/10/17	FONTANES		chemin d'	Anduze	PELD	1
10/10/17	Teyran	55	rue	Joinquières	PELD	1
12/10/17	Teyran		rue des	rouges gorge	PELD	1
13/10/17	Teyran	35	rue des	jonquières	PELD	1
23/10/17	Beaulieu		rue des	Accacias angle stade	Acier	1
26/10/17	Castries		rue de la	manade	PE noir	3
26/10/17	Sainte Croix de Quintillargues		avenue d'	Assas	PE noir	5
27/10/17	Teyran		rue des	olivettes	PE noir	7
06/11/17	Montaud		rue	Crouzettes "cimetière"	PELD	1
13/11/17	Restinclières	18	rue	Grand rue	PELD	1
14/11/17	Restinclières	27	rue	Grand rue	PELD	1
15/11/17	Castelnau-le-Lez		chemin de	substantion	PE noir	4
15/11/17	Castelnau-le-Lez		chemin de	substantion	acier	13
20/11/17	Montaud	28	rue du	Patus	PELD	1
21/11/17	Montaud	21	rue	Patus	PELD	1
21/11/17	Montaud	19	rue	Patus	PELD	1
22/11/17	Montaud	15	rue	Patus	PELD	1
22/11/17	Montaud	13	rue	Patus	PELD	1
22/11/17	Montaud	11	rue	Patus	PELD	1
23/11/17	Castelnau-le-Lez		chemin de	substantion	acier	11
23/11/17	Castelnau-le-Lez		chemin de	substantion	PE noir	7
30/11/17	Montaud	4	rue	Patus	PELD	1
30/11/17	Montaud	1	rue	Patus	PELD	1
05/12/17	Beaulieu		chemin de l'	Escoude	PE noir	4
07/12/17	Montaud	9	rue	Patus	PELD	1
Total						154

Ressourcer le monde

Credits photos : © Gettyimages

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com